

Maitre d'ouvrage

**UGECAM CSMR LES LAURIERS
2 bis avenue de la Résistance
33310 LORMONT**

**Extension du CSMR Les Lauriers
2 bis avenue de la Résistance
33310 LORMONT**

**Plan
Général de
Coordination
Sécurité et
Protection de la
Santé**

PGCSPS réactualisé le 09/12/2024

**Coordonnateur :
CS CONSEIL
SARL au capital de 1 000 €**
3C avenue Binghamton
33260 LA TESTE DE BUCH
Tel : 05 56 83 98 67
Port. : 07-82-32-42-44
Email : csconseil@wanadoo.fr
Cs conseil : www.csconseil.sup.fr
SIRET : 838 517 381 000 11 - APE : 7112 B
TVA INTRACOMUNAUTAIRE : FR36838517381

SOMMAIRE

0. PREAMBULE

1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

- 1.1. Présentation du projet
- 1.2. Présentation des intervenants
- 1.3. Coordonnateur
- 1.4. Renseignements complétant la Déclaration Préalable
- 1.5. Règlements
- 1.6. Renseignements généraux
- 1.7. Sujétions liées au site
- 1.8. Renseignements administratifs

2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

- 2.1. Calendrier prévisionnel
- 2.2. Installation de chantier et locaux communs
- 2.3. Locaux privés
- 2.4. Clôture de chantier
- 2.5. Signalisation et protections collectives
- 2.6. Protections individuelles
- 2.7. Ouvrages provisoires
- 2.8. Charte environnementale (si concerné)**
- 2.9. Nettoyage du chantier : gestion des déchets

3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

- 3.1. Contrôle des accès
- 3.2. Inspection commune
- 3.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)
- 3.4. Bureaux de contrôle/bureaux d'étude : lots techniques (gros œuvre, charpente bois – métallique, serrurerie, etc.)
- 3.5 Lots
- 3.6. Les voies ou zones de déplacement ou de circulation
- 3.7. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels
- 3.8. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses
- 3.9. Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres
- 3.10. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale
- 3.11. Les mesures prises en matière d'interaction sur le site
- 3.12. Pénalités

4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

- 4.1. Prestations spéciales pour travaux sous circulation
- 4.2. Autres Maîtres d'Ouvrage
- 4.3. Prestations spéciales liées au site en exploitation

5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.

- 6.1. Renseignements pratiques propres à l'opération
- 6.2. Mesures communes d'organisation des secours

7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS// CONCESSIONNAIRES

- 7.1. Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier
- 7.2. Concessionnaires / Exploitants
- 7.3. Collège inter entreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

ANNEXE n° 1 : Cadre type de P.P.S.P.S.

ANNEXE n° 2 : Fiche de Renseignements

ANNEXE n°3 : Modèle Plan de Retrait Amiante

ANNEXE n°4 : Interventions sur les peintures contenant du plomb

ANNEXE n°5 : Modèle Permis de Feu

ANNEXE n°6 : Procédure en cas d'accident

ANNEXE n°7 : Tableau synoptique de la mission SPS

ANNEXE n°8 : AMIANTE SOUS-TRAITANCE

ANNEXE n°9 : COVID 19

Il vous appartiendra de consulter les dernières mises à jour du Guide de Préconisation Sanitaires de l'OPPBTP qui risquent d'évoluer pendant la durée du chantier suivant l'évolution de la pandémie

EVOLUTION DU P.G.C.S.P.S.

DATE	OBJET
12/09/2024	Dossier PRO : <ul style="list-style-type: none"> - CCAP - CCTP - Pièces graphiques - Plan de localisation / techniques - Carnet de détail
09/12/2024	Dossier DCE archi mis à jour

DATES	OBJET	REFERENCES	DIFFUSION
30/09/2024	<i>Etablissement du PGCSPS</i>		<i>M. d'ouvrage</i>
			<i>Maitre d'oeuvre</i>
09/12/2024	Réactualisation du PGCSPS		M. d'ouvrage
	1.1.PRESENTATION DU PROJET		Maitre d'oeuvre
	3.5. LOTS		

0.PREAMBULE

Cette opération sera réalisée en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n° 14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n°92.57 du 24.06.92 et définies par les décrets du 26.12.94 et des 4 et 6 mai 1995.

A ce titre, l'attention de toutes les entreprises est attirée sur le fait qu'elles devront tenir compte des modalités d'organisation issues de ce texte qui représente les mesures minimales à observer, et notamment des deux éléments suivants :

- a) Il a été désigné pour les phases conception et réalisation de l'opération, comme le prévoit le texte, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.
- b) Le présent document intitulé **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCS, PS)** ; établi en application des dispositions de l'article du Code du Travail- [art. L4532-8](#), [art. L4532-8](#)) remplace la notice d'Hygiène et de Sécurité des Travailleurs telle que défini à l'article 2 du décret n°996 du 19.04.77, aujourd'hui abrogé.

La différence essentielle qui existe entre les deux documents précités, réside dans le fait que le PGCSPS, est un élément **évolutif** remis à jour par le Coordonnateur en fonction du déroulement du chantier.

Le PGCSPS intégrera, en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) qui devront être remis par les entreprises intervenantes et leurs sous-traitants **Art. R4532-58 , Code du travail - art. R4532-59) à R4532-66 du Code du Travail** , après inspection commune avec le Coordonnateur -**Art. du Code du Travail art. R4532-11, art. R4532-12 , art. R4532-13 , Code du travail - art. R4532-14 , Code du travail - art. R4532-15 , Code du travail – art. R4532-16**) , et selon le canevas du « cadre type de PPSPS » (Annexe 1 au présent PGCSPS) établi en application de l'article du Code du Travail [Art. R4532-63](#)), [art. R4532-64](#) , [art. R4532-65](#), [art. R4532-6](#), - [art. R4532-68](#).

Dans l'ensemble du PGCSPS, les termes « entreprise » et « entrepreneur » désignent, qu'ils soient titulaires uniques, co-traitants ou sous-traitants, aussi bien les travailleurs indépendants que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur ce chantier.

L'attention des entreprises est attirée sur l'exigibilité de ce PPSPS ;
En son absence ; **L'ENTREPRISE NE SERA PAS AUTORISEE A
PENETRER SUR LE CHANTIER MEME SI SON DELAI
D'EXECUTION COURT**

1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.1. PRESENTATION DU PROJET

Ouvrage de bâtiment :

Extension du CSMR Les Lauriers sis 2 bis avenue de la Résistance 33310 LORMONT

Ils comprennent l'exécution des prestations suivantes :

- LOT 01 – FONDATIONS SPECIALES
- LOT 02 – GROS ŒUVRE
- LOT 03 – ENDUIT ET PEINTURE EXTERIEURE
- LOT 04 – ETANCHEITE
- LOT 05 – MENUISERIE EXTERIEURE
- LOT 06 – PLATRERIE ET FAUX PLAFOND
- LOT 07 – MENUISERIE INTERIEURE
- LOT 08 – CFO CFA
- LOT 09 – PLOMBERIE CVC
- LOT 10 – SOL ET FAIENCE
- LOT 11 – PEINTURE
- LOT 12 – SERRURERIE
- LOT 13 – VRD
- LOT 14 – PHOTOVOLTAIQUE
- LOT 15 – DESAMANTAGE

Au regard de la réglementation relative à la sécurité et la Protection de la Santé, et par l'importance des travaux à réaliser, cette opération de **bâtiment** se classe en **2ème catégorie**

1.2. PRESENTATION DES INTERVENANTS

1.2.1. MAITRISE D'OUVRAGE : UGECAM – CSMR LES LAURIERS
2 bis avenue de la Résistance
33310 LORMONT

1.2.2. MAITRISE D'ŒUVRE ATELIER GOTHAM
297 avenue de la République
33200 BORDEAUX
06 71 07 47 80

1.3. COORDONNATEUR

1.3.1. COORDONNATEUR SPS : C.S. CONSEIL
SARL au capital de 1 000 €
3C avenue Binghamton
33260 LA TESTE DE BUCH
Tél : 05 56 83 98 67 / Port. : 07-82-32-42-44
SIRET : 838 517 381 000 11 - APE : 7112 B
TVA INTRACOMUNAUTAIRE : FR36838517381
Email : cconseil@wanadoo.fr

Coordonnateur désigné en **conception et réalisation** : **Xavier LARNAUDIE**

1.3.2. SA MISSION
(voir annexe n°7 : tableau synoptique de la mission SPS)

Sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur :

- ➔ Veille à ce que les principes généraux de prévention soient mis en œuvre ;
- ➔ Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site ;
- ➔ Prend les dispositions pour que les seules personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Dans le cadre de cette opération, le Coordonnateur :

- Elabore et tient à jour ce PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGCSPS),
- Constitue et complète le DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (D.I.U.O.),
- Ouvre le REGISTRE-JOURNAL de la coordination et y consigne comptes-rendus, observations, mise à jour de la liste des entreprises (date intervention, durée, effectifs), avec visas des intervenants concernés (entreprises, maître d'ouvrage ou maître d'œuvre),
- Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès, des installations générales, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les entreprises,
- Organise entre les entreprises dans le cas de sous-traitance, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités d'utilisation en commun des installations, matériels et circulations, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes,
- Procède avec chaque entreprise, avant remise du PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE LA SANTE (PPSPS), à une inspection commune du chantier,
- Préside le Collège inter entreprises de SECURITE, santé, et des CONDITIONS de TRAVAIL (CISSCT), non requis dans cette opération,
- Veille à l'application des mesures de coordination.

1.3.3. L'autorité qui lui est conférée

Celle-ci est définie par l'article du C.C.A.P. de la présente opération.

Les interventions du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur et ne le dispensent pas de compléter les dispositions prises.

1.4. RENSEIGNEMENTS COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.4.1. Titulaire de Marchés ou de Lettres de Commande (travaux)

Réservé

1.4.2. Sous-traitants

Réservé

1.4.3. Prestataires de service du Maître d'Ouvrage

Réservé

1.5. REGLEMENTS

Il est rappelé qu'en matière d'hygiène et de sécurité c'est le livre II – titres II et III « Hygiène et Sécurité du travail » du Code du Travail qui est applicable.

Les documents ci-après constituent la **liste non exhaustive** des textes de référence :

- La loi 93-1418 du 31 décembre 1993 (transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n°92-57 en date du 24 juin 1992)
- le décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail ;
- le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et ses textes d'application (circulaire du 29 mars 1965) ; décrets modificatifs : 81- 989 du 30 octobre 1981, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995,
- le décret n° 47-1592 du 23 août 1947 modifié intéressant les mesures de sécurité relatives aux appareils de levage autre que ascenseurs et monte-charges ; décret modificatifs : 50-1121 du 9 septembre 1950, 62-1028 du 18 août 1962, 89-78 du 7 février 1989, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995,
- le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 modifié réglementant la protection des travailleurs, en regard des risques électriques ;
- le décret n° 87-231 du 27 mars 1977 concernant les prescriptions particulières de protection relatives à l'emploi des explosifs dans les travaux de bâtiment, les travaux publics et les travaux agricoles.
- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière : Livre I, Signalisation des routes, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée.
- l'arrêté du 5 mars 1993 modifié le 4 juin 1993 soumettant certains équipements de travail à des vérifications générales périodiques prévues à l'articles du Code du Travail- [art. R4323-23](#), [. R4323-24](#), [1 - art. R4323-25](#), [art. R4323-26](#), [art. R4323-27](#), [art. R4535-7](#), [art. R4721-11](#))
- l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'articles du Code du Travail : [art. R4323-100](#), - [art. R4323-101](#), [art. R4323-102](#), [art. R4323-103](#), [art. R4323-99](#), [art. R4535-7](#), [art. R4721-12](#)).

Commentaires

Une attention particulière doit être apportée par l'entreprise au respect des prescriptions du **décret n°65-48 du 8 janvier 1965 modifié** et de ses textes d'application :

« portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux
....établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles. »

Une aide peut être trouvée dans l'utilisation et la mise à disposition des personnels des publications de l'INRS et de l'OPPBTP (manuel de sécurité, mémo-pratiques, fiches de sécurité,...)

1.6. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

En application des articles **du Code du travail – art. L235-16, art. L4532-1, - art. L4532-1, art. L4532-18), R4532-3** du code du travail

cette opération fait l'objet, de la part du Maître d'Ouvrage, **d'une déclaration préalable**. Cette **déclaration ne dispense pas chaque entreprise de transmettre :**

- « la déclaration d'ouverture de chantier » qui lui incombe, aux organismes de prévention, (imprimé n° S.6206 à l'INRS et, en cas de secours, l'OPPBTP)

- « la déclaration d'intention de commencer les travaux » (DICT), aux concessionnaires concernés (nouveau décret 11 septembre 2012 – le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011)

La consultation du téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr ou d'un prestataire de service conventionné par l'Ineris, obligatoire avant toute DT et DICT, permet d'obtenir la liste de tous les « destinataires » auxquels la déclaration doit être adressée, ainsi que leurs coordonnées. Toutefois, l'envoi de la DICT n'est pas obligatoire auprès des « destinataires » exploitants ayant indiqué dans leur réponse à une DT de moins de 3 mois ne pas être concernés et n'ayant envoyé aucun rectificatif dans ce délai.

- Déclaration de projet de Travaux / Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux : Cerfa n°14434*01
- Notice explicative pour la DT / DICT : Cerfa n°5153#01
- Récépissé de DT / récépissé de DICT : Cerfa n°14435*01

- La durée effective de l'opération est estimée à **5 mois**

- Le nombre d'entreprises devant intervenir, sous-traitants compris est estimée à 21.

Personnel intérimaire, stagiaire, insertion : justificatif à avoir

- visite d'accueil
- visite médicale à jour

Sous-traitants :

- * une demande de validation sera adressée au maître d'ouvrage
- * possibilité d'intervention après validation par le maître d'ouvrage et transmission du PPSPS des sous-traitants pour analyse

1.7. SUJETIONS LIEES AU SITE

*Travaux en milieu occupé dans les circulations :

- prendre les précautions nécessaires pour les travaux dans les circulations de façon à ne pas encombrer les couloirs et de laisser un passage suffisamment libre pour les secours éventuels
- baliser les zones de travail ponctuellement

*Clôtures de chantier menottées et jambes de force de façon à isoler le chantier de l'activité de l'établissement

* Les fermetures à l'intérieur des bâtiments existants entre le chantier, les bureaux et les circulations devront être réalisés avec des matériaux permettant l'entière isolation (poussière) entre l'activité du chantier et l'activité de l'établissement

1.7.1. *Maintien en service*

Les entreprises prendront toutes dispositions pour assurer le maintien en service des bâtiments avoisinants existants ainsi que de l'ensemble des réseaux y compris lors des modifications ou raccordements.

1.7.2 *Installation de chantier*

- Il est demandé de laisser accessibles les bouches d'incendie. 1 m² autour accessible.
- L'utilisation des voies, parking, fermeture provisoire des voies feront l'objet des autorisations nécessaires.
- **L'entreprise titulaire** ou l'entreprise désignée à cet effet fera le nécessaire pour l'ensemble des besoins du chantier aux services intéressés par tout ce qui touche : occupation de parking (voies ou parking), échafaudages, bennes, stockage matériel et matériaux, mise en place des panneaux de signalisation du chantier.
- Les matériels utilisés seront soumis à l'acceptation des services concernés.
- Bureaux de chantiers, vestiaires, sanitaires seront aménagés dans la partie concernée.
- Un balisage permanent sera mis en place par **L'entreprise titulaire** pour signaler la sortie du chantier La libération avec autorisation de maintenir l'accès libre pour qu'aucun stationnement n'empêche la Visibilité de la sortie du chantier
- Sens de circulation à respecter avec les riverains //fléchage spécifique pour entrée et sortie du chantier et pour la circulation des piétons aux abords du chantier
- Pour des livraisons de marchandises, matériaux, les entreprises destinataires prendront toutes les mesures de sécurité pour réceptionner les véhicules sur le site afin de ne pas gêner la circulation et aideront à réaliser les manœuvres nécessaires avec des personnes détachées à la circulation.
- Respect du voisinage.
- Clôture totale du chantier à prévoir avec – portails entrée- panneaux « interdit au public » - en limite de propriété, installée comme préconisé par le fabricant (liaison/solidité/implantation)
- **Sécuriser les lieux :**
 - prendre toutes les dispositions avec les concessionnaires des services concernés (autorisations obligatoires pour tous travaux) des réseaux (électrique, gaz, eaux, informatiques, etc) pour l'isolation des câbles électriques, des gaines gaz, des lignes téléphoniques, des regards, armoires et autres dans l'emprise des zones du chantier qui sont susceptibles d'être accessibles...
 - **vitrages (baies vitrées) seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier** (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc)

Nota : Pour travaux (démolition) les autorisations seront demandées (demande arrêtés municipaux) ainsi que la suppression des stationnements.

- Accès travaux dans lieux en service :
 - tenue personnalisée de l'entreprise OU logo OU badge
 - satisfaire au contrôle du gardiennage
- **Stationnement chantier (voir plan d'installation de chantier) :**
 - Sur zone balisée à cet effet / véhicules de société
- **Stationnement hors chantier**
 - Sur les voies ou parking autorisés pour les véhicules personnels.

▪ **APPROVISIONNEMENT CHANTIER :**

Les livraisons de tous les matériels et matériaux seront organisées : réception des chauffeurs, guidage. Les entreprises délègueront une personne pour réceptionner le matériel ou matériaux pour aider aux manœuvres pour éviter tout encombrement inutile sur la chaussée.

Muni d'une tenue réfléchissante : sortie et accès chantier dangereux

→ prévenir les livreurs des procédures pour les livraisons.

1.7.3 Bruit

- Les entreprises respecteront l'environnement.
- Les entreprises privilégieront, pour les travaux, des méthodes et méthodologie tenant compte du bruit (travaux de sciages, démolition)
- Pour le matériel utilisé qui réponde aux normes actuelles
- Les heures en journée (si heure de nuit validation à obtenir) : organisation pour ne pas finir des tâches hors horaire (exemple : surfacage de béton)

1.7.4 Protections externes :

- Végétation//plantation : si concernée
- Matériel : horodateur, vitrage (abribus, etc), etc

1.7.5 Intérieur chantier

- Tous éléments à risques durant travaux seront protégés.
- Accès : zones de travail signalées, balisées

- Travaux en zone occupée : les équipes intervenantes seront obligatoirement 2 personnes minimum de façon à coordonner sans risque les travaux à exécuter et assurer la sécurité des gens.

1.7.6 Incendie

- Dispositions prises pour les travaux par point chaud : permis de feu (**voir annexe 5**)– plan de prévention
Extincteur à portée de mains + protection
- Stockage de produits dangereux : local ventilé à désigner hors tous locaux hospitaliers
- Mise en place d’extincteurs : cantonnement : oui à la charge de **L’entreprise titulaire**
 Chantier : oui existant sur site maintenus (exploitant)
- Mise en place d’un service de sécurité : existant sur site

Le système de détection incendie sera géré par le service sécurité du site

1.7.7 Utilisation des sources d'énergie sur sites et autres ne sont pas autorisées. (Exemple : électricité, eaux, sanitaires, téléphones).

Si nécessaire une autorisation sera obligatoirement à faire au maître d'ouvrage // responsable du site.

1.8. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

1.8.1. Services Publics

MAIRIE de Lormont

1 rue André Dupin

Tel : 05-57-77-63-27

Police Municipale :

10, rue des Garosses

Tel : 05-57-77-30-30

Services Techniques : mairie

Tel : 05-57-77-63-40

Pompier : 18**Eau :** Lyonnaise des Eaux

91 rue Paulin Bordeaux

Tel : 0810 00 20 40

Tel : 05-57-57-24-50

Urgence Eau Bordeaux Métropole : 0 977 401 014**ERDF**

Tel : 05-57-92-77-20

Tel : 0810 333 033

Urgence dépannage électricité (Enedis) : 09 72 67 50 33**REGAZ**

Tel : 05-56-79-41-26

GRDF : rue Condorcet CENON

Tel : 05-56-38-57-61

Urgence Sécurité Gaz : 0 800 47 33 33 (numéro Vert)

Tel : 05-56-38-57-63

ORANGE UI AQUITAINE

299 rue André Cadillon

Tel : 05-58-05-59-59

40006 MONT DE MARSAN CEDEX

Fax : 05-58-05-59-54

DECHETTERIE :EDITRANS

Tel : 05-56-38-50-90

ZI des 2 Esteys

33530 BASSENS

1.8.2. Organismes de PréventionTRAVAIL ET EMPLOI**DDETS 33**

Tel : 05-54-79-42-78

TOUR INNOVA

26 rue des Maraichers

CS 32060

33088 BORDEAUX CEDEX

SECURITE SOCIALE**CARSAT Aquitaine**

Tel : 05 56 11 64 00

80, avenue de la Jallère

33053 BORDEAUX Cedex

PREVENTION DU B.T.P.**O.P.P.B.T.P**

Tel : 05 56 34 03 49

Immeuble « Les Bureaux du Tasta »

Bâtiment C 4.4 – 1^{er} étage

9 avenue Raymond Manaud

33524 BRUGES CEDEX

2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1. CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Non défini à ce jour

2.2. INSTALLATION DE CHANTIER ET LOCAUX COMMUNS

Le projet des installations de chantier indiquera, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leurs accès, leur desserte éventuelle par les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les installations d'hébergement et d'hygiène sur le Chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'entreprise titulaire devra concevoir et réaliser des installations conformes aux dispositions réglementaires, aux dispositions contractuelles spécifiées au C.C.A.P (), ainsi qu'aux exigences minimales ci-après :

- L'ensemble des locaux devra être implanté en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activité :
 - zone d'évolution d'appareil de lavage,
 - zone d'évolution ou de circulation de production,
 - zone de dépôt ou de stockage de matériaux ou matériel.
- Les locaux devront être chauffés et isolés pour tenir compte des données climatiques régionales
- **Ces locaux ne pourront être installés uniquement que dans la zone d'intervention, il y aura donc lieu de les minimiser et d'envisager leur déplacement en fonction de l'avancement du chantier.**

L'attention de l'entreprise est attirée sur les modifications apportées par le décret n° 95-607 du 6 mai 1995 au décret n°65 18 du 8 janvier 1965 concernant la mise à disposition des installations collectives.

Se reporter également au 5 ci-après : « LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT »

Economie d'énergie :

- Eclairage provisoire : prévoir des minuteurs, des coupures d'électricité par tranches horaires.
- Consommations : prévoir des sous-compteurs.
- Tout ce qui est fluide : des robinets, etc.

2.3. LOCAUX PRIVATIFS

Les entreprises devront confirmer à L'entreprise titulaire leur besoin en surface pour l'établissement du plan définitif d'installation de chantier.

L'attention de ces entreprises est également attirée sur les modifications apportées par le décret n° 95 607 du 6 mai 1995 au décret n°65-48 du 8 janvier 1965 concernant la mise à disposition de ces installations.

2.4. CLOTURE DE CHANTIER

L'entreprise titulaire mettra en place et entretiendra une clôture de chantier opaque (2 m de hauteur avec portail) sur les zones définies. Si **L'entreprise titulaire** est absente, il délèguera une autre entreprise.

Sur cette clôture des panneaux seront disposés :

- **CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC**
- **PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE**
- **E.P.I.**

- La clôture sera nécessaire pour les travaux sur le domaine public et sur le domaine privé. Séparation avec accès communs avec riverains
- **L'entreprise titulaire** mettra en place et entretiendra les clôtures et barrières nécessaire au droit des accès aménagés aux pistes de circulation ainsi que dans les zones présentant des risques de chute.
 - A la charge de **L'entreprise titulaire** durant tous les travaux.
- Un séparatif sera toujours mis pour matérialiser la zone de travaux. L'évolution des accès sera précisée par un panneautage de direction, d'interdiction pour les zones chantier interdit au public.
 - **Panneaux de chantier** : à mettre en place ([Code du travail - art. R8221-1 \(V\)](#)) - visible de la voie publique (titulaire et sous-traitant)
Dans les bâtiments en travaux, les accès seront condamnés, avec un panneautage « chantier interdit au public » ou un panneautage précisant l'accès chantier.

Vols et dégradations :

La mise en place d'une société de télésurveillance est à étudier.

Mise en place d'un service de sécurité : existant ou à créer

- A définir suivant les souhaits du maître d'ouvrage ou les risques sur chantier

2.5. SIGNALISATION ET PROTECTIONS COLLECTIVES

Signalétique provisoire à mettre en place à l'intérieur du chantier :

- zone travaux//accès
- phase en zone occupée

→ **Repérage et mise en place d'une signalétique des zones avec produits amiantés, plomb, etc. si concerné**

2.5.1. Signalisation

Signalisation spécifique adaptée

A mettre en place sur le domaine public en fonction des dispositions de l'autorisation de voirie.

2.5.2. Protection et Balisage

Chaque entrepreneur devra assurer la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels il sera, soit intervenu, soit en cours d'intervention lorsque ceux-ci peuvent entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et engins.

Ces dispositifs, nettoyés et entretenus, à base de matériels rétro-réfléchissants, seront sous la responsabilité d'un responsable nommé par l'entreprise dans son PPSPS.

- Bennes de chantier : extérieures seront protégées d'une clôture // bâche si poussière.
- Rendre les vitres donnant sur l'extérieur (sur voie) opaque

2.5.3. Nacelles et plates-formes élévatrices (réf. INRS 2015 « risques liés aux chutes de hauteurs »)

À défaut de disposer d'un plan de travail permanent sécurisé ou pouvant être équipé de protections collectives temporaires, des équipements temporaires mécanisés (nacelles et plates-formes élévatrices) assurent une protection collective pour l'accès et le travail en hauteur.

Les nacelles et plates-formes élévatrices sont des **appareils de levage** permettant de travailler en hauteur. Elles offrent une solution temporaire d'intervention (travaux de maintenance, réparation, entretien, nettoyage...) en l'absence d'installations permanentes. Elles sont aménagées pour recevoir une ou plusieurs personnes et sont munies d'une protection collective contre les chutes de hauteur.

Il en existe de différents types : mobiles (**nacelles élévatrices automotrices**), déplaçables uniquement en mode transport (**nacelles élévatrices sur porteur**), temporaires pour les chantiers (**plates-formes sur mât, plates-formes suspendues...**) ou permanentes (nacelles de nettoyage de façade). Citons également celles qui sont associées à des chariots assurant simultanément l'élévation du conducteur et de la charge (préparateurs de commande ou transstockeur) ou celles qui permettent l'ajout d'une nacelle prévue par le constructeur.

Ces appareils de levage ne doivent être manipulés que par des personnes formées et autorisées, dans le respect des règles d'utilisation.

Travail avec nacelle : harnais obligatoire attaché + casque + vérification du clavetage de la nacelle



Plates-formes élévatrices mobiles de personnel (PEMP)

Les **plates-formes élévatrices mobiles de personnel** sont destinées à l'élévation d'un poste de travail. Ils permettent le déplacement dans l'espace d'une ou de plusieurs personnes. Ces équipements sont tous constitués d'un porteur permettant la translation dans le plan support de l'équipement. L'élévation peut quant à elle être verticale seulement ou multidirectionnelle. La protection contre la chute est assurée par une nacelle équipée de garde-corps périphériques. Ces équipements ne sont pas conçus pour que les utilisateurs puissent quitter la nacelle en élévation.

La **conformité** de ces équipements aux exigences minimales de solidité et de sécurité peut être évaluée en référence à une norme (NF EN 280).

Pour une utilisation en sécurité de ces équipements, il est nécessaire de respecter les conditions définies dans la **notice d'instructions**, à partir des règles de prévention : vitesse du vent, résistance et planéité du sol, risque d'être heurté par un véhicule, de heurter une structure fixe avec la nacelle, d'éjection du conducteur hors de l'habitacle (port éventuel d'EPI).

La norme NF EN 280 classe les PEMP soit selon le mode d'élévation (groupe), soit selon la possibilité de translation (type).

CLASSEMENT DES PEMP SELON LA NORME NF EN 280

Groupe selon le mode d'élévation **Groupe A** : appareils à élévation verticale

Groupe B : appareils à élévation multidirectionnelle, dont la nacelle peut s'écarter horizontalement du châssis porteur

Type selon la possibilité de translation

Type 1 : pas de translation du porteur si la plateforme est en élévation

Type 2 : translation du porteur avec la plateforme en élévation commandée à partir du porteur

Type 3 : translation du porteur avec la plateforme en élévation commandée depuis la plateforme

Certains équipements sortant du champ d'application de la norme NF EN 280 peuvent être conçus pour des applications spécifiques (par exemple nacelle à garde-corps adapté pour le travail sur toiture inclinée).

Le choix d'un matériel dépend de la nature des travaux à réaliser et notamment, de la possibilité de positionner le châssis porteur à la verticale de la zone de travail.

Le conducteur doit connaître parfaitement les caractéristiques, les possibilités et les limites de manoeuvre de l'appareil et s'assurer de sa maintenance.

RAPPEL CONCERNANT L'UTILISATION DES PEMP SELON LEUR TYPE

Types 1 ou 3 : 2 personnes au moins sont nécessaires pour mettre en oeuvre ces 2 types de PEMP :

- *une titulaire d'une autorisation de conduite, manoeuvrant la plate-forme de travail,
- * une seconde dont la présence est indispensable au bas de la PEMP pour guider l'opérateur, alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement.

Type 2 : Une PEMP de type 2 avec un seul opérateur en plate-forme de travail, demande 3 personnes pour sa mise en oeuvre :

- * le conducteur du porteur, titulaire d'une autorisation de conduite,
- *la personne en plate-forme de travail, titulaire d'une autorisation de conduite,
- *la personne chargée d'aider en cas de manoeuvre délicate ou en situation d'urgence (secours et dépannage).

Extrait de la Recommandation R 386 de la CNAMTS (paragraphe 3.2.1 pour les types 1 ou 3, et 3.2.2 pour le type 2). Les types sont explicités dans la norme NF EN 280 (voir ci-dessus).

Plates-formes de travail se déplaçant le long de mâts

Les **plates-formes de travail sur mâts** sont constituées d'une plateforme de travail qui s'élève le long d'un ou plusieurs mâts fixés à la façade.

Ces équipements ont une capacité d'élévation de charge importante et permet le stockage de matériaux et d'outillage.

Certains de ces équipements sont dotés de plateformes extensibles dans le sens de la profondeur permettant de s'ajuster au profil de la façade.

La **conformité** de ces équipements aux exigences minimales de solidité et de sécurité peut être évaluée en référence à une norme (NF EN 1495).

Plates-formes de travail suspendues

Les **plates-formes de travail suspendues** anciennement dénommés « **échafaudages volants** » sont destinés aux travaux en façade des ouvrages. Ils sont constitués d'une plate-forme qui est suspendue par des câbles à des supports positionnés en partie haute de l'ouvrage.

Ces équipements permettent la mise à niveau d'un poste de travail temporaire, avec l'avantage de ne pas dépendre de la hauteur de l'ouvrage. Ils permettent d'emporter des matériaux peu encombrants et de faible charge ; leur utilisation est donc adaptée aux travaux de ravalement de façade.

La **conformité** de ces équipements aux exigences minimales de solidité et de sécurité peut être évaluée en référence à une norme (NF EN 1808).

2.6. PROTECTIONS INDIVIDUELLES

2.6.1. Equipements de protection individuelle

Pendant toute la durée des travaux :

- Le port du casque est obligatoire à toute poste de travail lorsqu'il existe un risque de choc à la tête.
- Le port des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire.
- Le port des protections auditives est obligatoire à partir de 90 dBA, conseillée à partir de 85dBA,
- Des gants adaptés aux risques seront remis au personnel pour les manutentions manuelles,
- Des lunettes seront remises au personnel pour toute tâche exposant à des éclats,
- Le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier sous circulation (extérieure ou de chantier) sera doté **de vêtements de signalisation à haute visibilité**, de classe 3 ou 2, conformes à la norme EN 471 (C.F. Guide Technique Signalisation Temporaire de mars 1993).
- Le personnel travaillant sur la voie public aura une tenue réfléchissante (personne chargée de manoeuvre).

2.6.2. Equipement du matériel

- les véhicules et engins de chantiers progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée ou les pistes de circulation doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.
- le contenu des normes NF E 58.050 et suivantes précise les équipements dont doivent être munis les engins de terrassement et en définit les caractéristiques.
- bruits : dans le respect de la norme (très important en zone urbaine) – matériel ayant subi la visite technique

2.7. OUVRAGES PROVISOIRES

2.7.1. Démolition/Terrassements

Dans son PPSPS, le titulaire précisera les modalités de réalisation et de contrôle de stabilité des phases de terrassements en masse ou en tranchée.

Terrassement : Consignes de sécurité GARDE-CORPS / BALISAGE DE SECURITE / BLINDAGE

→ Il est formellement interdit :

- d'enlever les garde-corps et balisage de sécurité pour tout approvisionnement, sans un accord spécifique du lot qui en a la charge.
- Les travaux ou manutentions ne peuvent se faire que par grutage et doivent se réaliser de toute manière avec des garde-corps et les balises de sécurité en place.
- Si obligation de les déplacer, à replacer obligatoirement.

→ Blindage et sécurité tranchée

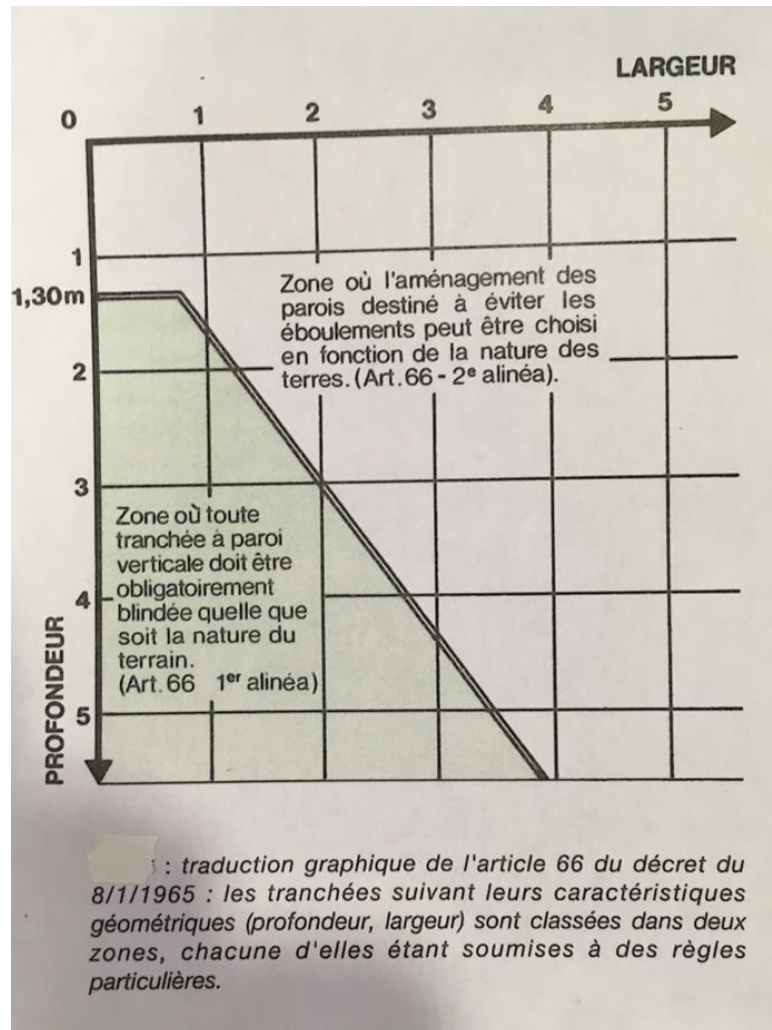
Titre 4 du Décret du 8 Janvier 1965

Dans ce titre les blindages sont concernés par les articles 66, 67, 68, 70, 71, 72, 74 et 77.

Le plus important d'entre eux est l'article 66 qui précise :

- * lorsqu'une tranchée à parois verticales a plus de 1,30m de profondeur et que sa largeur est égale ou inférieure aux 2/3 de sa profondeur, elle doit être obligatoirement blindée quelle que soit la nature du terrain
- * dans tous les autres cas, les parois doivent être aménagées de façon à éliminer les risques d'écoulement

Le respect de cet article 66 entraine pratiquement l'obligation de retenir par un blindage les parois de toutes les fouilles sauf si elles sont correctement talutées.



2.7.2. Cintres et échafaudages

L'entreprise titulaire pour chaque phase fournira au Maître d'œuvre une note de calcul et les dossiers justifiant les dispositions envisagées en conformité avec les règlements correspondants en vigueur. Il désignera un Chargé des Ouvrages Provisoires (COP) et définira sa mission et ses moyens.

2.7.3. Equipements provisoires : passerelles, accès / recette / plateforme / escaliers / etc :

L'entreprise titulaire prévoira des ouvrages provisoires pour la circulation des personnes pendant toute la durée du chantier pour permettre une circulation en toute sécurité et ainsi que l'approvisionnement de matériels et matériaux.

Lot échafaudage : pourra être prévu pour être utilisé par plusieurs lots en équipements collectifs (enserré l'ouvrage, être évolutif et partagé par plusieurs) (sécurité partagée)

2.7.4. Installation chantier pour le personnel du chantier : éclairée et climatisée avec entretien

Nettoyage : Base vie : doit être nettoyée 1 fois par jour minimum avec traçabilité

* **vestiaires** : Périodicité : 1 x par jour et tenus dans un état constant de propreté
(Article R.4534-139 du Code du Travail)

* **réfectoires** : Périodicité : 1 x par jour doivent être tenus en parfait état de propreté
(Article R4534-142 du Code du travail)

* **sanitaires** : Périodicité : 1 x par jour minimum et tenus dans un état constant de propreté

- Réfectoires
- Vestiaires
- Points d'eau : nb 2 – 1 corporel (pour boire et se laver les mains) + 1 pour le chantier

A prévoir par L'entreprise du lot titulaire

2.7.5. Electricité de chantier

- 1) Armoire principale et les sous armoires : grues, base vie, centrale à béton, poste ferrailage, etc
L'entreprise du lot titulaire
- 2) Petites Armoires électriques ou coffret de chantier (pour branchement de matériel portatif électrique) et éclairage dans les zones communes et zones techniques
L'entreprise du lot titulaire
- 3) Vérification par un organisme agréé
- 4) Gestion électrique : proposer une gestion de l'éclairage pour éviter tout gaspillage
L'entreprise du lot titulaire

2.7.6. Sanitaire de chantier

* Wc, douches, lavabos

Pour déterminer le nombre minimal de cabinets d'aisance, l'employeur doit prendre en compte l'effectif maximal de travailleurs présents simultanément dans l'établissement (Art. R 4228-10 du code du travail). En fonction de cet effectif, il doit y avoir au minimum :

- *un cabinet et un urinoir pour vingt hommes
- *deux cabinets pour vingt femmes

Entretien : lot titulaire

2.7.7. Réfectoire/vestiaire

Equipement prévu (table chaises, armoires, frigo, chauffe-plats, micro-ondes, bouteilles d'eau, poubelles, etc.) et entretien : par **L'entreprise du lot titulaire**

2.7.8. Salle de réunion

Equipement à prévoir (table chaises, armoires)
Panneaux affichage de plans, téléphones
Affichage obligatoire, PIC

Entretien : lot titulaire

2.7.9. Entretien de la base vie : lot titulaire

Le titulaire de l'entretien de la base vie donnera les fréquences et les jours de l'entretien ainsi que le nom de la société chargée de ce travail.

2.7.10. **Point d'eau : eau potable / eau usée** : raccordement
S'assurer d'une étanchéité parfaite (pas de fuite d'eau)

L'entreprise du lot titulaire

2.8. CHARTE ENVIRONNEMENTALE : (si concerné)

* Gestion des déchets :

- suivi
- tri
- justificatif

* Pour la réduction des nuisances vis-à-vis des riverains et des occupants :

- limitation des nuisances sonores
- pour les bruits importants : planification à prévoir

* Réduction des consommations d'eau, fluides et énergies : éviter le gaspillage d'eau

* Fourniture d'équipements ou de consommable recyclables : utilisation de matériaux ayant une classification ou un label HQE

2.9. NETTOYAGE DU CHANTIER: GESTION DES DECHETS

▪ Déchets de chantier :

Des zones seront aménagées pour l'installation de poubelles, bennes, etc.

Un tri sélectif sera effectué pour répondre aux exigences des déchetteries.

Un justificatif du lieu de décharge pourra être demandé pour le suivi des déchets.

Procédure générale :

Chaque corps d'état met dans des sacs, poubelles, etc, enlève et achemine ses gravois jusqu'aux bennes appropriées au type de déchets DIS – DIB – DI – Déchets – emballages propres et aire produits dangereux (voir nota ci-après)

Moyens mis en œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Répartition des frais
Bennes à gravois	Voir spécificité liée au site §ci-après	Durée du chantier	L'entreprise titulaire	
Goulotte	Sans Objet			
Nettoyage des véhicules	Sans Objet			
Balayeuse voirie				

Mise en place spécifique de gestion des déchets liée au site :

Démolitions/déchet sales : prévoir des conteneurs roulants fermés par couvercle pour évacuation.

Interdiction de faire circuler des conteneurs non fermés.

Le nombre de conteneurs sera suffisant pour répondre aux besoins des entreprises en tenant compte d'une évacuation hebdomadaire en benne.

Benne : stationnement dans les zones prévues (plan d'installation de chantier)

- Benne obligatoire à l'intérieur du chantier
- Hors chantier : clôturée ou fermée (pas de possibilité de remplissage par autrui)

Amiante : mise en big-bag des déchets – Gestion des déchets conforme au Plan de Retrait établi par l'entreprise chargée de l'intervention. Fourniture du BSDD Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux. Les déchets seront immédiatement conditionnés en zone d'intervention avant toute manutention d'évacuation vers la zone de stockage.

Plomb : mise en big-bag des déchets. Fourniture du BSDD Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux. Les déchets seront immédiatement conditionnés en zone d'intervention avant toute manutention d'évacuation vers la zone de stockage.

Nota : tri et élimination des déchets (rappel de la réglementation)

Le tri sélectif permet de séparer les différents matériaux en vue :

- D'une valorisation pour les produits recyclables
- D'un traitement approprié pour les produits considérés, comme déchets spéciaux ou déchets ultimes,
- Respecter la réglementation en vigueur : loi du 15 juillet 1975 et du 13/15 juillet 1992.

Les éléments non valorisables sont dirigés vers les sites appropriés, dont la classification est la suivante :

- Déchets Industriels Dangereux (DID)
- les **déchets dangereux** (DD) : ils s'agit des déchets qui présentent une ou plusieurs des 15 propriétés de danger définies au niveau européen : inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement... Les déchets dangereux font l'objet de règles de gestion particulières en raison des risques particuliers d'impact environnemental et sanitaire associés à leur manipulation.
- les **déchets non dangereux** (DND): il s'agit de déchets qui ne présentent aucune des 15 propriétés de danger définies au niveau européen. Les règles de gestion sont plus souples que pour les déchets dangereux. Il s'agit par exemple de biodéchets, de déchets de verre ou de plastique, de bois, etc.
- les **déchets non dangereux inertes** (DI) : parmi les déchets non dangereux, ce sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas les matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. Il s'agit en majorité de déchets provenant du secteur du bâtiment et des travaux publics (déchets de béton, de briques, de tuiles, etc.).
- DIB : Déchets Industriels Banals
- Déchets d'emballages propres
- Aire spécifique produits dangereux comprenant un bassin de rétention des polluants ou big-bag

Cas particuliers : Pollution de l'eau, de l'air et du sol

Tout rejet dans le milieu naturel de produits polluants ou pollués est formellement interdit.

Pas de rejet dans le sol des huiles de décoffrage, laitance, produits de nettoyage, peinture... : prévoir évacuation des produits de décantation (voir nota ci-après).

Chaque entrepreneur supporte l'entière responsabilité de toutes les mesures adoptées par lui pour assurer l'exécution des travaux et maintenir le bon ordre et la discipline dans le chantier. Il est tenu d'assurer la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique, conformément aux lois et textes réglementaires, aux règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres, dont il ne saurait plaider l'ignorance, et conformément aux usages des professions du bâtiment.

Chaque entrepreneur est responsable de ses ouvriers et agents sur le chantier et ses abords en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit, ainsi que tous accidents et de tous dommages, dégâts et détournements, que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes quelles qu'elles soient et de tous dommages, causés à tous biens (immeubles où les travaux sont exécutés, fonds voisins, voie publique et ses accessoires, etc...) par son personnel, ses véhicules ou ses appareils.

Dispositions prises en cas de défaillances :

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure la réalisation de la prestation après simple sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente.

3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE santé ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. CONTROLE DES ACCES

3.1.1 Conditions d'accès au site :

- Chaque jour, le représentant sur place de chaque entreprise devra porter avant 10 h, sur son journal de chantier, la liste nominative des employés et leur statut : titulaire, intérimaire ou dans le cadre de locations de matériel.
- Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et les entreprises établiront, tiendront à jour et communiqueront au Coordonnateur la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier car informées des consignes de sécurité et de l'état d'avancement du chantier.
- Toute autre personne ne pourra s'arrêter sur le chantier sans être accompagnée par une des personnes habilitées au titre des listes citées au a) ou b) ci-dessus.

Tous les accès chantier devront être proposés pour acceptation au Maître d'œuvre et corrigés en fonction des observations du Coordonnateur et du Maître d'œuvre, aucun accès « sauvage » ne sera toléré.

- Les accès retenus seront portés sur un plan par **L'entreprise titulaire**
- il y sera implanté et entretenu par celui-ci des panneaux lisibles « chantier interdit au public, Port du casque obligatoire, Port des E.P.I. »
- ainsi que les barrières prévues au 2.4.
- d) Manifestations sur chantier (voir annexe 8)

Conditions d'accès au site des visiteurs :

Toutes les visites extérieures au chantier ne pourront être réalisées qu'après l'aval de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et du SPS

L'entreprise qui accueille des visiteurs est responsable de leur sécurité et doit fournir le matériel et les informations concernant cette sécurité. L'entreprise assure la sécurité des visiteurs

- Concessionnaires : ils seront définis sur le chantier avec leur prestations pour permettre au coordonnateur sécurité de les intégrer.

Nota : toute personne circulant sur le chantier devra porter un badge au nom de l'entreprise et avec son propre nom.

3.2. INSPECTION COMMUNE

3.2.1. Inspection commune

En application de l'article **R4532-13 du Code du Travail**, le Coordonnateur doit procéder à une **inspection commune avec toute entreprise**, titulaire ou sous-traitante, **préalablement à son intervention**.

Au cours de cette inspection commune sont en particulier précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu **avant remise du PPSPS**.

Nota : L'entreprise pourra justifier du respect de ses consignes pour son personnel, pour le personnel de société intérimaire, prêt de personnel avec autres entreprises.

Avant votre intervention, veuillez prendre rendez-vous avec le coordonnateur SPS 15 jours à l'avance afin de réaliser la Visite d'Inspection Commune

3.2.2. Fiche de renseignement

Lors de l'inspection commune, l'entreprise **devra fournir impérativement** la fiche de renseignement correspondant à son intervention : **modèle en Annexe n°2 au présent PGCSPS** .

Sous-traitants : une demande de validation sera adressée au maître d'ouvrage

3.3. PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

3.3.1. Généralités

Dans le cadre des PPSPS, les entreprises procéderont à l'analyse des risques correspondant aux méthodes qu'elles se proposent d'adopter réellement, suivant un canevas type :

- tâches
- moyens
- risques prévisibles
- mesures de sécurité à prendre

Pour la présentation du PPSPS, les entreprises utiliseront le cadre type joint en annexe I au présent PGCSPS .

Le PPSPS sera entièrement rédigé en langue française. Si le document est rédigé dans une autre langue, il doit être accompagné d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

Les paragraphes suivants présentent une liste indicative et non exhaustive des points devant être abordés.

Article R4532-70 : L'entrepreneur chargé du gros oeuvre ou du lot principal ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8, adressent à l'inspection du travail, au service de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité. Ils joignent les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R. 4532-69.

Article L.4532-8 :/

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers déterminée par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

Risques particuliers suivant Article L.4532-8 :

- Les risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965.
- Les risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.
- Les travaux exposant les travailleurs à des substances et préparations nécessitant une surveillance médicale spéciale.
- Les travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable.
- Les travaux exposant à des radiations ionisantes.
- Les travaux exposant les travailleurs au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT).
- Les travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade.
- Les travaux en puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-oeuvre.
- Travaux en plongée appareillée.
- Travaux en milieu hyperbare.
- Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation impliquant les structures porteuses d'une construction.
- Travaux comportant l'usage d'explosifs.
- Travaux de montage ou démontage d'ouvrages préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965.

3.3.2. Risques principaux

Définition des risques principaux dus :

- Aux manutentions avec des appareils de levage ;
- Aux chutes par suite de sols glissants, encombrés ou perte d'équilibre ;
- Aux éboulements ;
- Aux chutes de grande hauteur pour le personnel ;
- A la mise en œuvre du ferrailage et du béton ;
- **A la présence d'extrémités d'armatures non protégées** ;
- Aux chutes de matériaux et matériels.

Mesures de sécurité à prendre en fonction des risques encourus :

Indiquer la position prise sur :

- Le maintien des passages,
- L'aménagement des lieux de stockage des divers matériels et matériaux,
- Les moyens de chargement et déchargement,
- Les moyens de levage,
- Les aires de préparation des armatures
- Les moyens de mise en œuvre du béton et des armatures pour béton armé,
- Les dispositions retenues pour la protection des extrémités des armatures,
- Le stockage des déblais, leur mode de chargement et leur évacuation,
- Les protections contre les chutes de matériaux, de blocs et les éboulements.

**3.4. BUREAUX DE CONTROLE // BUREAUX D'ETUDE
LOTS TECHNIQUES : GROS ŒUVRE, CHARPENTE BOIS – METALLIQUE,
SERRURERIE, ETC**

- Nous fournir les noms de votre bureau d'étude dans le PPSPS.
- Validation **avant exécution** :
 - Plans d'exécution,
 - Notes techniques,
 - Schémas de principe

3.5. LOTS

LOT 01 – FONDATIONS SPECIALES

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

CONDITION DE TERRASSEMENT

Avant tout début de travaux de terrassement l'entreprise devra se rapprocher du Maître d'œuvre, des concessionnaires pour repérer et matérialiser les réseaux et préciser les contraintes y afférent.

Les terrassements à proximité de réseau répertorié feront l'objet de sondages visuels préalables.

Les écoulements naturels seront maintenus et adaptés à l'avancement des fondations pour prendre les dispositions nécessaires à la protection de l'environnement contre les pollutions diverses et en particulier des hydrocarbures. Aucun puits sauvage ne sera toléré.

Les transports emprunteront les accès repérés dans le plan général d'installation et dans le cas de circulation sur chaussée existante, prendront les mesures pour respecter la voie publique.

Dans le cas de rencontre d'installations dangereuses ou de risque de danger, l'entreprise en informe immédiatement le Maître d'œuvre et coordonnateur S.P.S. et prend toutes mesures pour isoler la zone de travail.

CONDITION D'EXECUTION FONDATIONS SPECIALES

Les dispositifs de sécurité du personnel sont incorporés aux coffrages, échafaudages et étalements, ils doivent rester en place, ou adaptés, jusqu'à la mise en place de l'élément définitif.

Les étalements de planchers ou d'éléments porteurs doivent faire l'objet d'un plan de montage et d'une note de calcul approuvé par un organisme ou bureau de contrôle agréé.

Des protections réalisées par un treillis soudé renforcé par platelage seront systématiquement réalisées au droit des réservations horizontales et des trémies.

Les armatures en attentes seront recourbées ou protégées par des éléments de sécurités (ex : bouchons), protections à soumettre au coordonnateur SPS.

Les hauteurs de vides sanitaires seront conformes à la réglementation.

Dans le cas de passage de canalisations ou de réseaux en vide sanitaire, nécessitant le travail d'un ouvrier après réalisation du plancher, une galerie de 1m X 1.5 m, débouchant sur un accès réglementaire, longera ce réseau.

Les décoffrages ou déposes éléments supports ou stabilisateurs ne pourront avoir lieu qu'au vu des résultats des essais de béton de structure.

La manutention des éléments de ferrailage préfabriqués, des panneaux de coffrage, d'étaisements ou de poutrelles sera dirigée par une personne habilitée.

Des plans particuliers ou croquis devront être joints aux plans de coffrage pour indiquer le mode de décoffrage.

La mise en œuvre de poutres, poteaux précontraints implique les contraintes suivantes :

- mise en place de supports intégrant la sécurité du personnel et permettant le calage, le réglage et la tenue provisoire pendant le clouage et le séchage de celui-ci ;
- mise en place de supports intégrant la sécurité du personnel et permettant la tenue provisoire du poteau ;
- désignation d'un chef de manœuvre seul habilité à diriger l'engin de manutention.

Dans les phases de travaux nécessitant l'évolution d'engins, les circulations piétonnes seront de préférence séparées de celles empruntées par les engins.

Une matérialisation physique sera mise en place :

- dès le début des travaux pour les zones de circulations ;
- hors des opérations de chargement et déchargement.

Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur du chantier.

Les zones de circulation menant au bâtiment devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

Les entrées dans le bâtiment seront aménagées de manière à :

- protéger les salariés contre tous risques de chute d'objets au droit de la façade ;
- permettre l'évolution des chariots, brouettes, et transpalettes, par mise en place de rampes.

L'entretien de toutes ces installations sera prévu durant toute la durée de l'opération, de l'aménagement de l'aire de déchargement.

Utilisation des moyens de levage : l'entreprise assurera l'aménagement des plates-formes de réception (matérialisation et protection) et l'affichage systématique des charges admissibles.

L'utilisation des moyens de levage d'une entreprise se fera sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice et sous son autorité. Elle devra prévoir systématiquement les appareils de levage adaptés.

Le stockage éventuel de terre végétale pour réemploi sera effectué dans une zone ne compromettant pas le stockage des autres matériaux.

Grue ou engins spéciaux : Plan d'installation avec validation par les organismes compétents + plan de fondation avec validation terrain et fondation. Pas de survol sur les immeubles à proximité.

Nettoyage des voiries : les voiries seront maintenues en parfait état de propreté et seront exemptes de matériaux ou matériels.

Si durant l'exécution des travaux de démolition ou de terrassement, l'état des voiries périphériques faisait l'objet de remarques ou observations des services de voiries municipaux, l'entreprise de terrassement devra, à sa charge, prendre toutes dispositions pour y porter remède dans les 24 heures, faute de quoi, le Maître d'œuvre pourra en leur lieu et place et à leur charge, prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles.

Evacuation des déchets : Au titre du compte prorata, des bennes en quantité suffisante seront mises à la disposition des entreprises.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

→ Un matériel adapté sera utilisé :

- équipement individuel
- transpalette
- élingues
- palan
- palettes, calles, rouleaux

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 02 – GROS ŒUVRE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et non **un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

CONDITION DE TERRASSEMENT

Avant tout début de travaux de terrassement l'entreprise devra se rapprocher du Maître d'œuvre, des concessionnaires pour repérer et matérialiser les réseaux et préciser les contraintes y afférent.

Les terrassements à proximité de réseau répertorié feront l'objet de sondages visuels préalables.

Les écoulements naturels seront maintenus et adaptés à l'avancement des fondations pour prendre les dispositions nécessaires à la protection de l'environnement contre les pollutions diverses et en particulier des hydrocarbures. Aucun puits sauvage ne sera toléré.

Les transports emprunteront les accès repérés dans le plan général d'installation et dans le cas de circulation sur chaussée existante, prendront les mesures pour respecter la voie publique.

Dans le cas de rencontre d'installations dangereuses ou de risque de danger, l'entreprise en informe immédiatement le Maître d'œuvre et coordonnateur S.P.S. et prend toutes mesures pour isoler la zone de travail.

CONDITION D'EXECUTION GROS ŒUVRE

Les dispositifs de sécurité du personnel sont incorporés aux coffrages, échafaudages et étalements, ils doivent rester en place, ou adaptés, jusqu'à la mise en place de l'élément définitif.

Les étalements de planchers ou d'éléments porteurs doivent faire l'objet d'un plan de montage et d'une note de calcul approuvé par un organisme ou bureau de contrôle agréé.

Des protections réalisées par un treillis soudé renforcé par platelage seront systématiquement réalisées au droit des réservations horizontales et des trémies.

Les armatures en attentes seront recourbées ou protégées par des éléments de sécurités (ex : bouchons), protections à soumettre au coordonnateur SPS.

Dans le cas de cloison sur trémies, la méthodologie des travaux, concrétisée par un plan ou un croquis, intégrera la sécurité des travailleurs.

Les hauteurs de vides sanitaires seront conformes à la réglementation.

Dans le cas de passage de canalisations ou de réseaux en vide sanitaire, nécessitant le travail d'un ouvrier après réalisation du plancher, une galerie de 1m X 1.5 m, débouchant sur un accès réglementaire, longera ce réseau.

Les décoffrages ou déposes éléments supports ou stabilisateurs ne pourront avoir lieu qu'au vu des résultats des essais de béton de structure.

La manutention des éléments de ferrailage préfabriqués, des panneaux de coffrage, d'étalements ou de poutrelles sera dirigée par une personne habilitée.

Des plans particuliers ou croquis devront être joints aux plans de coffrage pour indiquer le mode de décoffrage.

La mise en œuvre de poutres, poteaux précontraints implique les contraintes suivantes :

- mise en place de supports intégrant la sécurité du personnel et permettant le calage, le réglage et la tenue provisoire pendant le clouage et le séchage de celui-ci ;
- mise en place de supports intégrant la sécurité du personnel et permettant la tenue provisoire du poteau ;
- désignation d'un chef de manœuvre seul habilité à diriger l'engin de manutention.

Dans les phases de travaux nécessitant l'évolution d'engins (terrassement et aménagements divers), les circulations piétonnes seront de préférence séparées de celles empruntées par les engins.

Une matérialisation physique sera mise en place :

- dès le début des travaux pour les zones de circulations ;
- hors des opérations de chargement et déchargement.

Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur du chantier.

Les zones de circulation menant au bâtiment devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

Les entrées dans le bâtiment seront aménagées de manière à :

- protéger les salariés contre tous risques de chute d'objets au droit de la façade ;
- permettre l'évolution des chariots, brouettes, et transpalettes, par mise en place de rampes.

L'entretien de toutes ces installations sera prévu durant toute la durée de l'opération, de l'aménagement de l'aire de déchargement.

Mise en place des garde-corps collectifs : fenêtres, balcons, terrasse, cage d'escalier, cage d'ascenseur, trémies, escaliers, portes donnant dans le vide, etc.

Zones inondées // terrains humides // sources :

- seront traitées par des rabattements de nappes
- pompage systématique

Utilisation des moyens de levage : l'entreprise de gros-œuvre assurera l'aménagement des plates-formes de réception (matérialisation et protection) et l'affichage systématique des charges admissibles.

L'utilisation des moyens de levage d'une entreprise se fera sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice et sous son autorité. Elle devra prévoir systématiquement les appareils de levage adaptés.

Le stockage éventuel de terre végétale pour réemploi sera effectué dans une zone ne compromettant pas le stockage des autres matériaux.

Grue : Plan d'installation avec validation par les organismes compétents + plan de fondation avec validation terrain et fondation. Pas de survol sur les immeubles à proximité.

Nettoyage des voiries : les voiries seront maintenues en parfait état de propreté et seront exemptes de matériaux ou matériels.

Si durant l'exécution des travaux de démolition ou de terrassement, l'état des voiries périphériques faisait l'objet de remarques ou observations des services de voiries municipaux, l'entreprise de terrassement devra, à sa charge, prendre toutes dispositions pour y porter remède dans les 24 heures, faute de quoi, le Maître d'œuvre pourra en leur lieu et place et à leur charge, prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles.

Réseaux (aérien, souterrain, en surface) :

- seront sécurisés avant travaux
- repérage : à matérialiser
- isoler les réseaux à risque ou coupure
- maintenir les fonctionnements des réseaux indispensables par la mise en place d'installation provisoire

Fers en attente // ferrailles :

- à couder
- mettre capuchons

Evacuation des déchets : Au titre du compte prorata, des bennes en quantité suffisante seront mises à la disposition des entreprises.

L'entreprise de gros-œuvre assurera l'alimentation du tableau général de chantier depuis le branchement provisoire EDF.

Ce tableau devra prendre en compte les besoins de l'ensemble du chantier.

Depuis ce tableau, seront alimentée :

- a) L'installation nécessaire à l'alimentation des locaux sanitaires ;
- b) L'installation nécessaire aux moyens de levage et autre matériel de l'entreprise gros-œuvre.

Installation nécessaire aux bureaux de chantier // sanitaires // réfectoires // salle de réunion :

Depuis le tableau de distribution général, l'entreprise de gros-œuvre, devra réaliser et entretenir l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des sanitaires et bureaux de chantier.

Chacune des installations précédemment mentionnées devra être vérifiée par un organisme agréé avant toute mise en service et les observations éventuellement formulées par cet organisme seront levées.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

Eléments lourds

➔ **Leur maintien ou évacuation** sera déterminé(e) au début du chantier.

➔ **Evacués ou maintenus sur le site avec manutention :**

- soit par entreprise spécialisée
- soit par lot Gros Œuvre

Ils le seront dans les règles de sécurité préconisées par les fabricants.

→ Un matériel adapté sera utilisé :

- équipement individuel
- transpalette
- élingues
- palan
- palettes, calles, rouleaux

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 03 – ENDUIT ET PEINTURE EXTERIEURE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Les vitrages seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc) et stockage sur chevalet + manutention avec ventouses

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et **non un poste de travail**

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
 - Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Le port de gants adaptés est nécessaire pour la manutention des produits verriers.

Une protection particulière (à définir avec le Maître d'œuvre) est à installer pour les travaux de dégarnissage, sablage éventuel, peinture et enduit.

Les produits dangereux devront être stockés en petite quantité dans un local ventilé, ces produits seront déclarés au Maître d'œuvre et coordonnateur SPS, la fiche de sécurité du fabricant sera à joindre au PPSPS.

Tous les récipients, bidons, flacons divers ayant contenu des produits dangereux seront éliminés au fur et à mesure.

La mise en œuvre des peintures spéciales nécessite le port du masque, des gants et des lunettes, combinaison intégrale.

Les dispositifs de sécurité du personnel sont incorporés aux coffrages, échafaudages et étalements, ils doivent rester en place, ou adaptés, jusqu'à la mise en place de l'élément définitif.

Les échafaudages devront intégrer une sécurité efficace, constante et être adaptés à la hauteur du travail. Ils doivent faire l'objet d'un plan de montage et d'une note de calcul approuvé par un organisme ou bureau de contrôle agréé. Fixations aux bâtiments suivant préconisation (avec autorisation de voirie).

Des protections réalisées par un treillis soudé renforcé par platelage seront systématiquement réalisées au droit des réservations horizontales et des trémies.

Mise en place de filets de protection ou de bâches // protection contre les projections sur l'environnement :

- piétons, ...
- voisinage, ...
- véhicules en stationnement, ...

- Accès bâtiment : seront protégés par des casquettes.

- Monte-matériaux//poulie : le poste de travail doit être protégé et à l'intérieur du chantier avec **port du casque obligatoire**

Nettoyage des voiries : elles seront maintenues en parfait état de propreté et seront exemptes de matériaux ou matériels.

Si durant l'exécution des travaux, l'état des voiries périphériques faisait l'objet de remarques ou observations des services de voiries municipaux, l'entreprise devra, à sa charge, prendre toutes dispositions pour y porter remède dans les 24 heures, faute de quoi, le Maître d'œuvre pourra en leur lieu et place et à leur charge, prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles.

Dans la mesure du possible choisir des colles à solution aqueuses pour les revêtements plastiques.

La mise en œuvre des colles nécessite le port du masque, des gants et des lunettes.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes.

Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 04 – ETANCHEITE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

- Les précautions doivent être prises pour éviter la chute des personnes ou des matériaux : mise en place d'auvents, de filet.
- Les échafaudages doivent être munis de garde-corps ne permettant pas le passage d'un corps humain.
- Les personnes occupées sur les toitures en matériaux d'une résistance insuffisante doivent travailler sur les échafaudages, plates-formes, permettant de ne pas prendre directement appui sur ces matériaux.
- Antennes de radio, télévision, haubans ou obstacles doivent être signalés.
- Réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur qui exposent le personnel à un risque de chute.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail

- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

- Prendre les précautions nécessaires en présence de lignes électriques et installations.
- Des extincteurs à poudre polyvalente seront situés à proximité des points chauds.
- Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.
- L'échelle est un moyen d'accès et non **un poste de travail**.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 05 – MENUISERIE EXTERIEURE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

La manutention d'éléments de grande dimension se fera uniquement à l'aide d'engins de manutention ou de levage homologué.

La mise en œuvre des produits bois nécessite le port de gants et en cas de rabotage ou de meulage, le port des lunettes.

Les produits dangereux devront être stockés en petite quantité dans un local ventilé, ces produits seront déclarés au Maître d'œuvre et au Coordinateur S.P.S., la fiche de sécurité du fabricant sera à joindre au P.P.S.P.S.

Tous les récipients, bidons, flacons divers ayant contenu des produits dangereux seront éliminés au fur et à mesure.

Les vitrages seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc) et stockage sur chevalet + manutention avec ventouses.

Le port des gants adaptés est nécessaire pour la manutention des produits verriers.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et **non un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail

- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,

- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 06 – PLATRIERIE ET FAUX PLAFOND

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, troncçonnage en série.

La mise en œuvre de produits spécifiques peut nécessiter le port du masque, des gants, des lunettes et de combinaison intégrale.

Les échafaudages devront intégrer une sécurité efficace, constante et être adaptés à la hauteur du travail.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et **non un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
 - Installation d'échelles de service fixées
- Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

L'utilisation de LASER d'alignement se fera en prenant toutes les précautions contre le risque oculaire par le port des lunettes appropriées.

L'entreprise aura à sa charge, si ce n'est pas fait par d'autres lots (démolition, électricien, plomberie, etc), le suivi de ce poste :

- déposer et mettre en sécurité : les produits verriers
- déposer et mettre en sécurité : les éléments réutilisés ou récupérés.

La manutention des éléments lourds et/ou volumineux sera dirigée par une personne habilitée.

Le déplacement et la manutention des matériaux ou d'éléments de grande dimension seront effectués au moyen d'engins de manutention homologués et agréés par un organisme de contrôle.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 07 – MENUISERIE INTERIEURE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, troncage en série.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

La manutention d'éléments de grande dimension se fera uniquement à l'aide d'engins de manutention ou de levage homologué.

La mise en œuvre des produits bois nécessite le port de gants et en cas de rabotage ou de meulage, le port des lunettes.

Les produits dangereux devront être stockés en petite quantité dans un local ventilé, ces produits seront déclarés au Maître d'œuvre et au Coordinateur S.P.S., la fiche de sécurité du fabricant sera à joindre au P.P.S.P.S..

Tous les récipients, bidons, flacons divers ayant contenu des produits dangereux seront éliminés au fur et à mesure.

Les vitrages seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc) et stockage sur chevalet + manutention avec ventouses.

Le port des gants adaptés est nécessaire pour la manutention des produits verriers.

Avec la pose du vitrage il sera apposé soit des pastilles ou bandes pour matérialiser la vitre jusqu'à la livraison.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et **non un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 08 – CFO CFA

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Nota : les entreprises des services concédés seront informées des règlements de sécurité : un PPSPS allégé sera fourni (interventions de courte durée : EDF, syndicat électrique, privé)

Avant toute intervention l'entreprise doit s'assurer de la déviation éventuelle et de la coupure des différents réseaux existant dans l'emprise de ces travaux sans altérer le bon fonctionnement du chantier et des installations existantes.

Les trémies sont protégées par le titulaire, l'entreprise devra remettre en place, ou garantir, une sécurité équivalente après le passage de ces réseaux.

Les travaux de mise en place sur coffrage de matériel ou matériau devant être incorporés au bétonnage ne pourront être exécutés que si l'ensemble des protections collectives contre les chutes de hauteur sont installées.

Le déplacement et la manutention des matériaux seront effectués au moyen d'engins de manutention homologués et agréés.

L'entreprise du présent lot aura à charge d'assurer la mise en œuvre, la maintenance et l'entretien de l'installation électrique provisoire qui comprendra :

- les armoires électriques nécessaires avec leurs protections ;
- l'installation d'éclairage des circulations et zones de travail se trouvant dans l'obscurité
- l'éclairage de secours.

L'entreprise d'électricité devra avertir le Maître d'œuvre et, ou le coordonnateur SPS de tout branchement électrique non conforme, dans tous les cas l'entreprise devra éliminer immédiatement ce branchement.

Installation de distribution :

Depuis l'armoire générale, l'entreprise d'électricité réalisera en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents appareils ou matériels excepté les installations propres au gros-œuvre.

Le nombre d'armoires prévues sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier.

Leur implantation devra permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloigné de plus de 25 mètres de l'une d'entre elles.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être du type H07 RNF et ne pas avoir une longueur supérieure à 25 mètres.

Eclairage de chantier : mise en place dans les zones communes le justifiant avec un matériel homologué.

Le Coordonnateur impose la mise en place au plus tôt des protections définitives, elles mêmes posées à l'aide des protections collectives provisoires.

La manutention des éléments lourds et/ou volumineux sera dirigée par une personne habilitée.

Les vitrages seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc) et stockage sur chevalet.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et non **un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail

- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes.

Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 09 – PLOMBERIE CVC

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, troncçonnage en série.

Nota : Les entreprises des services concédés seront informées des règlements de sécurité : un PPSPS allégé sera fourni (interventions de courtes durées : GAZ de France, de Bordeaux , privé).

Dans le cas d'utilisation des sanitaires dans les lieux existant, l'entreprise se chargera de la maintenance durant le chantier et palliera par adjonction de bloc sanitaire si nécessaire.

Avant toute intervention l'entreprise doit s'assurer de la déviation éventuelle et de la coupure des différents réseaux existant dans l'emprise de ces travaux sans altérer le bon fonctionnement du chantier et des installations existantes.

Les travaux de mise en place sur coffrage de matériel ou matériau devant être incorporés au bétonnage ne pourront être exécutés que si l'ensemble des protections collectives contre les chutes de hauteur sont installées.

L'entreprise respectera, au droit de ces canalisations et réseaux, la pérennité des protections antichute et en particulier au droit des trémies.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et **non un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail

- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

L'utilisation de points chauds (chalumeaux, pistolets à souder....) sera soumise à la vérification par le Maître d'œuvre et, ou le coordonnateur SPS de l'habilitation du personnel employant ce type de matériel (permis de feu).

Des extincteurs à poudre polyvalente seront situés à proximité des points chauds.

Les trémies sont protégées par le Gros Oeuvre. L'entreprise devra remettre en place ou garantir une sécurité équivalente après le passage de ses réseaux.

Le déplacement et la manutention de ses matériaux seront effectué au moyen d'engins de manutention homologués et agréés avant toute intervention.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 10 – SOL ET FAIENCE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Dans la mesure du possible choisir des colles à solution aqueuses pour les revêtements plastiques.

Les produits dangereux devront être stockés en petite quantité dans un local ventilé, ces produits seront déclarés au Maître d'œuvre et coordonnateur SPS, la fiche de sécurité du fabricant sera à joindre au PPSPS.

La mise en œuvre des colles nécessite le port du masque, des gants et des lunettes.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

Tous les récipients, bidons, flacons divers ayant contenu des produits dangereux seront éliminés au fur et à mesure.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
 - Installation d'échelles de service fixées
- Véhicule équipé d'une galerie/plateau avec mise en place des garde-corps.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 11 – PEINTURE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Les vitrages seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc) et stockage sur chevalet + manutention avec ventouses

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et **non un poste de travail**

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Le port de gants adaptés est nécessaire pour la manutention des produits verriers.

Une protection particulière (à définir avec le Maître d'œuvre) est à installer pour les travaux de dégarnissage, sablage éventuel, peinture et enduit.

Les produits dangereux devront être stockés en petite quantité dans un local ventilé, ces produits seront déclarés au Maître d'œuvre et coordonnateur SPS, la fiche de sécurité du fabricant sera à joindre au PPSPS.

Tous les récipients, bidons, flacons divers ayant contenu des produits dangereux seront éliminés au fur et à mesure.

La mise en œuvre des peintures spéciales nécessite le port du masque, des gants et des lunettes, combinaison intégrale.

Les échafaudages devront intégrer une sécurité efficace, constante et être adaptés à la hauteur du travail. Ils doivent faire l'objet d'un plan de montage et d'une note de calcul approuvé par un organisme ou bureau de contrôle agréé. Fixations aux bâtiments suivant préconisation (avec autorisation de voirie).

Des protections réalisées par un treillis soudé renforcé par platelage seront systématiquement réalisées au droit des réservations horizontales et des trémies.

Mise en place de filets de protection ou de bâches (protection contre les projections).

Dans la mesure du possible choisir des colles à solution aqueuses pour les revêtements plastiques.

La mise en œuvre des colles nécessite le port du masque, des gants et des lunettes.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 12 – SERRURERIE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, troncage en série.

Le Coordonnateur impose la mise en place au plus tôt des protections définitives, elles mêmes posées à l'aide des protections collectives provisoires.

La manutention des éléments lourds et/ou volumineux sera dirigée par une personne habilitée.

Le déplacement et la manutention des matériaux ou d'éléments de grande dimension seront effectués au moyen d'engins de manutention homologués et agréés par un organisme de contrôle.

La mise en œuvre des produits métalliques nécessite le port de gants et en cas de découpe ou de meulage, le port des lunettes.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

L'utilisation de points chauds (chalumeaux, pistolets à souder....) sera soumise à la vérification par le Maître d'œuvre et, ou le coordonnateur SPS de l'habilitation du personnel employant ce type de matériel (permis de feu).

Des extincteurs à poudre polyvalente seront situés à proximité des points chauds.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et non **un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Les vitrages seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc) et stockage sur chevalet.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 13 – VRD

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif ou thermique se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Evaluer les risques :

- éboulement (suivant terrain) dans l'exécution des tranchées
- évolution d'engins à proximité de lignes aériennes, de conduites de canalisations enterrées

Mettre en place et veiller à l'évolution de la signalisation temporaire.

Manutentions avec engins : des vérifications générales périodiques seront faites.

L'entreprise appliquera la rectification pour le blindage de ses tranchées.

Des passerelles seront prévues pour le passage des gens du chantier et des riverains.

Respect de l'environnement, repérage des arbres – Mise en place de protection si nécessaire.

Nota : les entreprises des services concédés seront informées des règlements de sécurité : un PPSPS allégé sera fourni (interventions de courte durée : gaz, eau, courant faible et courant fort, etc.)

CONDITIONS D'EXECUTION DES TERRASSEMENTS

Avant tout début de travaux le terrassement l'entreprise devra se rapprocher du Maître d'œuvre, les concessionnaires pour repérer et matérialiser les réseaux et préciser les contraintes y afférent.

Les terrassements à proximité de réseau répertorié feront l'objet de sondages visuels préalables.

Les écoulements naturels seront maintenus et adaptés à l'avancement des fondations pour prendre les dispositions nécessaires à la protection de l'environnement contre les pollutions diverses et en particuliers des hydrocarbures. Aucun puits sauvage ne sera toléré.

Les transports emprunteront les accès repérés dans le plan général d'installation et dans le cas de circulation sur chaussée existante, prendront les mesures pour inspecter la voie publique.

Dans le cas de rencontre d'installations dangereuses ou de risques de danger, l'entreprise en informe immédiatement le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS et prend toutes mesures pour isoler la zone de travail.

CONDITION D'EXECUTION VRD

Les dispositifs de sécurité du personnel sont incorporés aux coffrages, échafaudages et étaielements, ils doivent rester en place, ou adaptés, jusqu'à la mise en place de l'élément définitif.

Les étaielements d'éléments porteurs doivent faire l'objet d'un plan de montage et d'une note de calcul approuvé par un organisme ou bureau de contrôle agréé.

Les armatures en attentes seront recourbées ou protégées par des éléments de sécurités (ex : bouchons), protections à soumettre au coordonnateur SPS.

Les décoffrages ou déposes éléments supports ou stabilisateurs ne pourront avoir lieu qu'au vu des résultats des essais de béton de structure.

Des plans particuliers ou croquis devront être joints aux plans de coffrage pour indiquer le mode de décoffrage.

La mise en œuvre de buses, tuyaux, regard, etc. implique les contraintes suivantes :

- mise en place de supports intégrant la sécurité du personnel et permettant le calage, le réglage et la tenue provisoire pendant le clavetage et le séchage de celui-ci ;
- mise en place de supports intégrant la sécurité du personnel
- désignation d'un chef de manœuvre seul habilité à diriger l'engin de manutention.

Dans les phases de travaux nécessitant l'évolution d'engins (terrassement et aménagements divers), les circulations piétonnes seront de préférence séparées de celles empruntées par les engins.

Une matérialisation physique sera mise en place :

- dès le début des travaux pour les zones de circulations ;
- hors des opérations de chargement et déchargement.

Nota : Les entreprises des services concédés seront informées des règlements de sécurité : un PPSPS allégé sera fourni (interventions de courtes durées : GAZ de France, de Bordeaux , EDF, syndicat électrique, privé s).

Avant toute intervention l'entreprise doit s'assurer de la déviation éventuelle et de la coupure des différents réseaux existant dans l'emprise de ces travaux sans altérer le bon fonctionnement du chantier et des installations existantes.

Les travaux de mise en place sur coffrage de matériel ou matériau devant être incorporés au bétonnage ne pourront être exécutés que si l'ensemble des protections collectives contre les chutes de hauteur sont installées.

L'entreprise respectera, au droit de ces canalisations et réseaux, la pérennité des protections antichute et en particulier au droit des trémies.

Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur du chantier.

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

Les entrées dans les bâtiments seront aménagées de manière à :

- protéger les salariés contre tous risques de chute d'objets au droit de la façade ;
- permettre l'évolution des chariots, brouettes, et transpalettes, par mise en place de rampes.

L'entretien de toutes ces installations sera prévu durant toute la durée de l'opération, de l'aménagement de l'aire de déchargement.

Zones inondées // terrains humides // sources :

- seront traitées par des rabattements de nappes
- pompage systématique

Utilisation des moyens de levage : l'entreprise assurera l'aménagement des plates-formes de réception (matérialisation et protection) et l'affichage systématique des charges admissibles.

L'utilisation des moyens de levage d'une entreprise se fera sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice et sous son autorité. Elle devra prévoir systématiquement les appareils de levage adaptés.

Le stockage éventuel de terre végétale pour réemploi sera effectué dans une zone ne compromettant pas le stockage des autres matériaux.

Nettoyage des voiries : les voiries seront maintenues en parfait état de propreté et seront exemptes de matériaux ou matériels.

Si durant l'exécution des travaux de démolition ou de terrassement, l'état des voiries périphériques faisait l'objet de remarques ou observations des services de voiries municipaux, l'entreprise de terrassement devra, à sa charge, prendre toutes dispositions pour y porter remède dans les 24 heures, faute de quoi, le Maître d'œuvre pourra en leur lieu et place et à leur charge, prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles.

Réseaux (aérien, souterrain, en surface) :

- seront sécurisés avant travaux
- repérage : à matérialiser
- isoler les réseaux à risque ou coupure
- maintenir les fonctionnements des réseaux indispensables par la mise en place d'installation provisoire

Fers en attente // ferrailles :

- à couder
- mettre capuchons

Evacuation des déchets : Au titre du compte prorata, des bennes en quantité suffisante seront mises à la disposition des entreprises.

Les trémies sont protégées par le lot titulaire, l'entreprise qui passera les câbles, gaines, tuyaux, fils, etc dans les gaines et regards devra remettre en place, ou garantir, une sécurité équivalente après le passage de ces réseaux.

Les travaux de mise en place sur coffrage de matériel ou matériau devant être incorporés au bétonnage ne pourront être exécutés que si l'ensemble des protections collectives contre les chutes de hauteur sont installées.

Le déplacement et la manutention des matériaux seront effectués au moyen d'engins de manutention homologués et agréés.

L'entreprise du présent lot aura à charge d'assurer la mise en œuvre, la maintenance et l'entretien de l'installation électrique provisoire qui comprendra :

- les armoires électriques nécessaires avec leurs protections ;
- l'installation d'éclairage des circulations et zones de travail se trouvant dans l'obscurité
- l'éclairage de secours.

L'entreprise d'électricité devra avertir le Maître d'œuvre et, ou le coordonnateur SPS de tout branchement électrique non conforme, dans tous les cas l'entreprise devra éliminer immédiatement ce branchement

La mise en œuvre des produits métalliques nécessite le port de gants et en cas de découpe ou de meulage, le port des lunettes.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

L'utilisation de points chauds (chalumeaux, pistolets à souder....) sera soumise à la vérification par le Maître d'œuvre et, ou le coordonnateur SPS de l'habilitation du personnel employant ce type de matériel (permis de feu).

Des extincteurs à poudre polyvalente seront situés à proximité des points chauds.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et **non un poste de travail.**

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie/plateau avec mise en place des garde-corps.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé.**

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 14 – PHOTOVOLTAIQUE

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

Utilisation des moyens de levage : l'entreprise assurera l'aménagement des plates-formes de réception (matérialisation et protection) et l'affichage systématique des charges admissibles.

L'utilisation des moyens de levage d'une entreprise se fera sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice et sous son autorité. Elle devra prévoir systématiquement les appareils de levage adaptés.

- Les précautions doivent être prises pour éviter la chute des personnes ou des matériaux : mise en place d'auvents, de filet.
- Les échafaudages doivent être munis de garde-corps ne permettant pas le passage d'un corps-humain.
- Les personnes occupées sur les toitures en matériaux d'une résistance insuffisante doivent travailler sur les échafaudages, plates-formes, permettant de ne pas prendre directement appui sur ces matériaux.
- Antennes de radio, télévision, haubans ou obstacles doivent être signalés.
- Réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur qui exposent le personnel à un risque de chute.

Prendre les précautions nécessaires en présence de lignes électriques et installations.

Le Coordonnateur impose la mise en place au plus tôt des protections définitives, elles mêmes posées à l'aide des protections collectives provisoires.

La manutention des éléments lourds et/ou volumineux sera dirigée par une personne habilitée.

Le déplacement et la manutention des matériaux ou d'éléments de grande dimension seront effectués au moyen d'engins de manutention homologués et agréés par un organisme de contrôle.

La mise en œuvre des produits bois, métalliques nécessite le port de gants et en cas de découpe ou de meulage, le port des lunettes.

Le matériel utilisé pour les travaux de découpe ou de perçage devra être muni d'une aspiration à la source pour éliminer les poussières.

Les produits dangereux devront être stockés en petite quantité dans un local ventilé, ces produits seront déclarés au Maître d'œuvre et au Coordinateur S.P.S., la fiche de sécurité du fabricant sera à joindre au P.P.S.P.S.

Tous les récipients, bidons, flacons divers ayant contenu des produits dangereux seront éliminés au fur et à mesure.

L'utilisation de points chauds (chalumeaux, pistolets à souder...) sera soumise à la vérification par le Maître d'œuvre et, ou le coordonnateur SPS de l'habilitation du personnel employant ce type de matériel (permis de feu).

Des extincteurs à poudre polyvalente seront situés à proximité des points chauds.

Utilisation de P.I.R. ou échafaudages roulants pour travaux en élévation.

L'échelle est un moyen d'accès et non **un poste de travail**.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

Les vitrages seront matérialisés jusqu'à la réception du chantier (bande, ruban, pastilles, blanc d'Espagne, adhésif, etc) et stockage sur chevalet + manutention avec ventouses.

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes. Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

LOT 15 – DESAMIANPAGE

Se référer à la législation en vigueur

Tout démontage d'une protection collective devra faire l'objet, au préalable, de l'installation d'une protection collective de remplacement.

L'utilisation de matériel électroportatif se fera avec le plus grand soin. Le matériel sera en parfait état de fonctionnement et utilisé suivant les préconisations du constructeur.

Lors de l'utilisation, les protections nécessaires seront mises en place selon l'environnement.

Un lieu adapté avec un matériel suffisant (établi portatif, table de découpe) sera envisagé pour tout travaux de découpe, tronçonnage en série.

S'il existe un besoin pour le personnel de circuler et de s'exposer à un risque de chute,

- Mise en place :
 - d'un système d'arrêt des chutes (harnais + système anti-chute)
 - De passerelles,
 - De nacelles: harnais obligatoire attaché
 - De plancher de travail
- Installation d'échelles de service fixées

Véhicule équipé d'une galerie//plateau avec mise en place des garde-corps.

→ Repérage et mise en place d'une signalétique des zones avec produits amiantés, plomb, etc. si concerné

1) CONDITIONS DE DESAMIANTAGE

Avant toute intervention l'entreprise doit fournir le plan de retrait AMIANTE (**voir annexe III jointe**):
Mettre en place des protections et clôtures provisoires interdisant à toute personne non habilitée de pénétrer sur le site, et à protéger l'extérieur des travaux de toutes poussières ou projections de matériaux ou produits.
Réaliser une déviation éventuelle ou la coupure des différents réseaux existant dans l'emprise de ses travaux.

S'assurer :

- de la présence d'aucune autre entreprise pendant les interventions
- de la mise en place :
 - * d'étalement ou, et, de confortement des éléments supportés par la dépose envisagée.
 - * de gardes corps, passerelle suivant l'évolution de la dépose
- de l'emploi de matériel de dépose conformes aux réglementations en vigueur.
- de l'évacuation systématique des produits de dépose hors de l'emprise du chantier (+ traçabilité)

2) ENCAPSULAGE :

S'il est procédé à l'encapsulage des zones amiantées, une méthodologie sera demandée à l'entreprise.

Nettoyage des accès : les accès intérieurs du chantier seront maintenus en parfait état de propreté et seront exempts de matériaux et matériels.

Si durant l'exécution des travaux, l'état des voiries périphériques faisait l'objet de remarques ou observations des services de voiries municipaux, l'entreprise devra, à sa charge, prendre toutes dispositions pour y porter remède dans les 24 heures, faute de quoi, le Maître d'œuvre pourra en leur lieu et place et à leur charge, prendre toutes les dispositions qu'il jugerait utiles.

Les modes opératoires des phases de dépose seront détaillés dans le Plan de retrait.

Tous les travaux ne pourront démarrer qu'après l'obtention des autorisations (Plan de retrait, arrêté pour suppression de stationnement, utilisation de voie, etc.).

Les zones occupées par les travaux seront balisées par :

- rubalise,
- cordons de sécurité,
- panonceaux,
- plots
- baliroad,
- feux clignotants,
- éclairage,
- feux provisoires passage à une voie
- barrières
- etc.

EVACUATION DES DECHETS CLASSIQUES : Chaque entreprise évacuera ses déchets tous les jours à la benne de chantier. Chaque équipe sera équipée d'une poubelle de chantier pour avoir une zone de travail débarrassée de tous petits débris. Les évacuations aux décharges seront suivies pour éviter tout débordement des bennes.

Concernant l'évacuation des déchets, l'entreprise titulaire du lot justifiera des lieux de décharges autorisées de tous ses déchets.

Les équipes intervenant sur le chantier, exécuteront leurs ouvrages sur un site **propre, rangé**.

Nettoyage et rangement **AVANT** toute intervention.

Les manquements à ces principes seront signalés à la Maîtrise d'œuvre qui pénalisera financièrement les entreprises fautives.

3.6. LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION

Organisation générale

En fonction des dispositions techniques qu'elles auront retenues pour chaque phase et **du calendrier d'exécution correspondant**, les entreprises soumettront au Maître d'œuvre et au Coordonnateur, dès la phase de préparation et pour l'ensemble de la tranche, les dispositions qu'elles auront retenues concernant :

- Les cheminements piétons.

Ces dispositions devront être recalées en cas de modification du calendrier d'exécution.

Tous travaux réalisés sur des voies publiques (places, voies, terrains, etc.) doivent être sécurisés complètement par un barrièrage assurant une bonne fermeture avec portail, chaîne et cadenas.

Accès chantier - phase travaux : préconisations

➔ **Souhait que soit planifier, avant le début de chantier :**

- **un accès provisoire réalisé sur les voies futures / les équipements prévisibles : grue, treuil, etc.**
 - **prévision de surlargeurs aux plateformes bâtiments en périphérie (d'une largeur d'environ 4 mètres) circulables par nacelles et grues automotrices et par charges lourdes (lot gros œuvre ou VRD)**
 - **l'emplacement de la base vie et les zones de stockages de matériels et matériaux**
 - **les clôtures du chantier**
- pour permettre une bonne circulation et de bons approvisionnements**

Prendre le plus grand soin de façon à garder la voirie communale dans un état de propreté en adéquation avec le voisinage

3.7. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

3.7.1. Autorisation de conduite

La conduite des véhicules et engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :

- d'un permis correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé
- d'une autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin suivant la recommandation n°135 adoptée le 10 janvier par le CNT – BTP.
(application de la recommandation R 372 à partir du 1^{er} janvier 1997)

3.7.2. Approvisionnements

Les approvisionnements seront définis et organisés dans les PPSPS.

3.7.3. Moyens de levage et de manutention

Les appareils de levage (grue à tour, grue mobile, portique, treuil, etc) devront être vérifiés par un organisme spécialisé ou par une personne compétente intégrée à l'établissement (décret du 23 août 1947 modifié par arrêté du 2 mars 2004). L'entrepreneur mettra à disposition les derniers comptes rendus d'épreuves et de contrôles techniques dans la cabine de l'engin concerné.

Grutage :

Toutes les manutentions de matériels / matériaux doivent se faire obligatoirement par grutage pour éviter de déposer les garde-corps.

Les équipements nécessaires à ces manutentions seront obligatoirement installés sur site : recette, plateforme, etc

Nota : l'utilisation d'un manuscopique avec fourche n'est pas autorisé s'il y a déplacement des garde-corps pendant la manœuvre.

***Autorisation de conduite patronale de moins d'un an à posséder par les opérateurs**

***Les opérateurs devront être en possession des CACES correspondant aux engins utilisés**

3.7.4. Manutentions manuelles des charges

Elles seront limitées par l'organisation des postes de travail.

Ce point sera traité par les PPSPS.

3.8. LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU SUBSTANCES DANGEREUSES

La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portés sur le projet du plan de l'installation de chantier mis au point, après avis du Maître d'œuvre et du coordonnateur, par l'entreprise.

3.8.1. Produits pétroliers

Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées suivant les réglementations et recommandations existantes.

L'entreprise précisera au niveau du plan d'installation de chantier, les conditions de ravitaillement et d'entretien des engins et véhicules : atelier, stockage des huiles usagées....

3.9. LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES

➔ **Zone de stockage :** prévoir en fonction des arrivées sur site pour rationaliser au maximum les espaces

- poste de nettoyage des roues de camions (sortie),
- poste de nettoyage des toupies, benne à béton (vidange laitance et mortier)
- poste de bétonnage / centrale à béton
- poste de préfabrication ferraille
- poste de préfabrication béton
- stockage de :
 - banches
 - garde-corps
 - échafaudages
 - remblai
 - palettes
 - bennes à déchets : le nombre suivant le degré choisi)
 - containers nécessaires pour certains corps d'état
 - carburant / gaz (bouteilles)
 - divers

3.9.1 Procédures

Les titulaires feront figurer sur leur plan d'installation de chantier les zones de stockage et les types de produits concernés ainsi que les moyens utilisés pour leur évacuation (mise en place d'une benne sur le domaine public).

➔ Toutes les entreprises pourront justifier des lieux des décharges de gravas (autorisés).
leur traçabilité, la méthodologie, la catégorie, la procédure, affichage/signalétique

3.9.2 Diagnostic des produits dangereux (amiante, plomb, traitement anti-termites, etc.)

Diagnostic de présence de cuves hydrocarbure, puits, restes d'explosifs, terres souillées

Avant travaux, vérifier les diagnostics amiante et plomb

Les entreprises prendront en compte les diagnostics déjà effectués ou les diagnostics réalisés durant le chantier. Si ces diagnostics obligent à des procédures spéciales d'interventions, l'entreprise devra s'y conformer ou trouvera une entreprise qualifiée si elle-même n'a pas les qualifications nécessaires pour ces opérations (**voir annexe n°3 : modèle plan de retrait amiante // annexe 4 : interventions sur les peintures contenant du plomb**)



Lorsqu'il a été détecté de l'amiante, le diagnostic amiante n'est valable que 3 ans

Amiante sous-traitance : annexe 8

Afin de protéger les travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante dans le cadre de leur activité professionnelle, des dispositions particulières du Code du travail visent les travaux de retrait et d'encapsulation de l'amiante, dits de « Sous-section 3 » ainsi que les interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante, dites de « Sous-section 4 ».

Les entreprises chargées des travaux de retrait et de confinement doivent obtenir une certification auprès d'organismes certificateurs accrédités.

Elles doivent établir, en fonction de l'évaluation des risques, un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation permettant de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des travailleurs. Les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'amiante doivent au préalable recevoir une formation spécifique amiante adaptée à la nature de l'opération et à leur fonction. Ils sont soumis à une surveillance médicale renforcée et peuvent demander à bénéficier d'une surveillance post-professionnelle après avoir cessé leur activité.

Textes : Code du travail, art. R. 4412-94 à R. 4412-148

3.10. L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE

Les équipements collectifs provisoires doivent être privilégiés aux équipements individuels.
Ces derniers ne sont utilisés que si vous pouvez démontrer que vous ne pouvez pas faire autrement.

3.10.1 Protections collectives

Les protections collectives devront être entretenues et régulièrement vérifiées par l'entrepreneur qui en est responsable.

Le matériel et les dispositifs de protection utilisés sur le chantier doivent être vérifiés avant mise en service en vue de s'assurer qu'ils sont utilisés conformément aux spécifications prévues par la réglementation, la notice du fabricant et le présent PGCSPS.

Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur. Elles ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :

- après la disparition du risque,
- après la mise en place de la protection définitive prévues au projet,
- après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsisterait au-delà de la fin des travaux de l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mis en œuvre. Le transfert de responsabilité quant à l'entretien de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le Maître d'œuvre, les entrepreneurs concernés et le coordonnateur.

Il paraît important de rappeler **l'article 22 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965 actuellement intégré au Code du Travail:**

« Le matériel, les engins, les installations et les dispositifs de protection de toute nature utilisée sur une chantier doivent, avant leur mise ou remise en service, être examinés dans toutes leurs parties en vue de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions édictées par le présent décret.

Les examens doivent être renouvelés toutes les fois qu'il est nécessaire, notamment à la suite de toute défaillance du matériel, des engins, des installations ou des dispositifs de sécurité ayant entraîné ou non un accident, après tout effort anormal ou incident ayant pu provoquer un désordre dans les installations, ou chaque fois que le matériel, les engins, les installations ou les dispositifs de sécurité ont subi des démontages ou des modifications, ou que l'une de leurs parties a été remplacée.

Tant qu'il n'a pas eu procédé à ces examens et, éventuellement, aux réparations nécessaires, le matériel, l'engin, l'installation ou le dispositif de sécurité dont l'état paraît défectueux doit être retiré du service. Tout matériel, tout engin, toute installation ou tout dispositif réformé doit être définitivement retiré du service.

Les chefs d'établissement et les travailleurs indépendants font réaliser ces examens par une personne compétente désignée à cet effet. Le nom et la qualité de cette personne doivent être consignés sur un registre dit « registre de sécurité » ; ce registre doit être conservé sur le chantier même ou, en cas d'impossibilité, au siège de l'établissement ».

3.10.2. Accès provisoires

A définir lors de l'inspection commune en présence de l'utilisateur du site.

Zone escaliers : mise en place de main courante provisoire jusqu'à l'installation des définitives

3.10.3. Echafaudages

Nature d'échafaudage : de pied / roulant / volant / grande-moyenne hauteur propre à l'entreprise/location - **Travaux de façade / toiture**

Utilisé pour : accès / approvisionnement

→ Toute installation doit être interdite à tous utilisateurs tant qu'elle n'est pas complètement installée.

→ Sa mise en service sous-entend que tout l'échafaudage est en fonctionnement, donc parfaitement équipé :

- plateau complet : (largeur de l'échafaudage) + trappes
 - accès avec échelle fixée
 - garde-corps complet : 2 lisses + plinthes
 - fixation au bâtiment
 - patins
 - filets
 - casquette pour accès au bâtiment (à prévoir) ou protection contre mur zones sensibles
 - si ascenseur de chantier (monte-personne) : il y aura obligatoirement un accès de secours en parallèle
- si échafaudage roulant : dispositif de blocage des roues à activer pendant l'utilisation

Nota : il doit être installé totalement avec le matériel nécessaire (pas de zone incomplète non balisée ni sécurisée)

+ autorisations nécessaires

➤ DICT à demander

➔ **Avant toute utilisation, validation de l'ouvrage soit par organisme indépendant soit interne.**

Arrêté relatif à la vérification d'échafaudage

Du 21 décembre 2004 (art 1-2-3-4-5-6-7)

- examen d'adéquation
- examen de montage et d'installation
- examen de l'état de conservation
- vérification avant mise en services ou services
- examen journalier
- examen trimestriel
- examen organisme agréé

➔ **Coactivité à gérer si présence de plusieurs corps d'état en même temps**

➔ **Prévoir une convention avec tous intervenants extérieurs utilisateurs de l'échafaudage : copie à nous fournir**

3.10.4. Electricité de chantier

Les entreprises se conformeront strictement à la réglementation en veillant particulièrement à la protection 30mA requise par la réglementation en vigueur.

Les prolongateurs seront de 25 ml maximum en câble H 0 7 RNF.

En cas d'absence de protection 30 mA en amont de l'alimentation, les utilisateurs s'équiperont de différentiels portables 30 mA.

3.10.5. Garde-corps collectifs

Mettre des garde-corps provisoires jusqu'à la pose des garde-corps définitifs.

Ils doivent être :

- normalisés avec un système de clavetage permettant le remontage et démontage facile pour les corps d'état si obligation de modification de structure (pas de ligature : équipé de collier obligatoirement)
- constitués de 2 lisses dont une à un mètre + plinthe
- protection obligatoire réglementée à moins de 20 cm de passage

Tout travail doit se faire obligatoirement avec des garde-corps en place.

Les garde-corps collectifs prévalent par rapport aux équipements individuels.

Ces derniers ne sont utilisés que si vous pouvez démontrer que vous ne pouvez pas faire autrement.

Trémie :

- bouchage par plaque parfaitement vissée/fixée
- garde-corps : nb 2 lisses + 1 plinthe
- pendant l'exécution des travaux (passage de tuyaux, gaines, câbles, chemin de câbles, etc) cette protection sera assurée en mettant une plinthe et un passage de moins de 20 cm

Protection des petites trémies : (réf. OPPBTP 2010 fiche prévention B1 F 04 10)

Afin d'assurer une réelle protection des trémies contre le risque de chute et de limiter les travaux de calfeutrement toujours pénibles, réduire au mieux les dimensions de ces réservations est essentiel. Plutôt qu'une grande trémie intégrant l'ensemble des conduits prévus, la réalisation du passage dans les dalles de chaque élément traversant est la solution à privilégier.

Dès la phase de conception, il est donc nécessaire d'établir un plan précis des gaines techniques, qui permet non seulement de limiter les erreurs d'implantation mais aussi de bien coordonner les corps d'état concernés. Dans ce cadre, le rôle du coordonnateur SPS est essentiel.

PROTECTION PAR RÉSERVATIONS CALIBRÉES

Les boîtes de protection utilisées pour la protection des trémies sont de préférence tronconiques (bouchons) en bois (Fig. 1), en métal ou en matériaux composites, parfois positionnées sur des plaques support. Sur des supports métalliques (cas des bancs de prédalles par exemple), on peut utiliser des boîtes munies de dispositifs magnétiques.

Les bouchons, dont les emplacements et les dimensions sont préalablement étudiés en fonction du passage des canalisations, sont posés sur le coffrage du plancher avant le ferrailage.

Enlèvement des bouchons

Lors de la mise en place des gaines et des tuyaux, les bouchons tronconiques sont décoffrés à partir du plancher supérieur. Ils laissent

Fig. 1

Boîte de réservation en bois



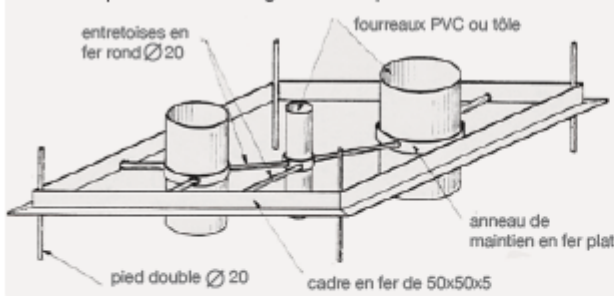
alors apparaître des réservations un peu plus grandes que la section des canalisations posées ; les espaces résiduels sont calfeutrés.

GABARITS DE POSE

Lors de la réalisation de prédalles, les réservations peuvent être réalisées avec des fourreaux métal ou en PVC qui seront maintenus par un gabarit métallique présentant les caractéristiques d'une gaine technique (Fig. 2).

Fig. 2

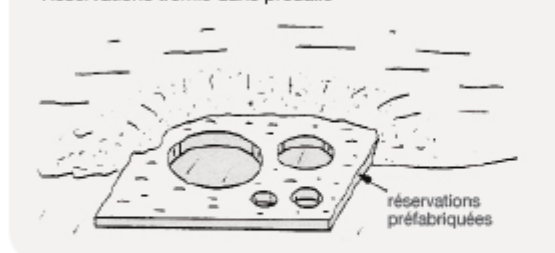
Gabarit pour fourreaux de gaine technique



Pour les bancs de prédalles, par exemple, elles peuvent être réalisées avec des supports en béton (Fig. 3).

Fig. 3

Réservations trémie dans prédalle



Les plaques-supports et leurs fourreaux, dont les emplacements et les dimensions sont préalablement étudiés en fonction du passage des canalisations, sont posés sur le coffrage du plancher avant le ferrailage.

DALLETES PRÉFABRIQUÉES

Les dallettes préfabriquées sont une variante de ces gabarits dans lesquelles sont réalisées les réservations des tuyaux et prévues les armatures en attente destinées à leur ancrage sur les 4 côtés (Fig. 4).

Elles peuvent avoir l'épaisseur finie du plancher, ou une épaisseur réduite afin d'être plus légères. Le complément d'épaisseur de dalle fait alors l'objet d'une réservation rectangulaire englobant l'ensemble des réservations de la dallette.

Fig. 4

Dalettes préfabriquées pour fourreaux gaine technique



RÉSERVATIONS RÉALISÉES EN BÉTON CELLULAIRE

Les réservations en béton cellulaire comprennent l'emprise totale des divers tuyaux et gaines prévus (Fig. 5).

Le passage des divers conduits est réalisé dans un deuxième temps, au plus juste, à l'aide d'une scie cloche (voir *Réservations réalisées par carottage au travers du plancher béton*).

Ces réservations doivent être signalées et la laitance du béton enlevée car les efforts d'appui des coffrages peuvent facilement les enfoncer (voir *Coordination des moyens de protection et des phases de travaux*, paragraphe *Protection*).

Fig. 5

Réservation en béton cellulaire



RÉSERVATIONS PAR CAROTTAGE AU TRAVERS DU PLANCHER BÉTON

Cette méthode permet des implantations précises dans des zones où l'on s'est assuré au préalable de l'absence de gaines ou fourreaux noyés (incorporations électriques par exemple). De plus, les diamètres de percement adaptés limitent la phase de calfeutrement (Fig. 6).

Le carottage nécessite toutefois l'utilisation d'équipements adaptés (limitant l'émission de vibrations), l'arrivée d'eau (réduction des poussières) et d'électricité au poste de

Fig. 6

Découpe béton par scie cloche diamantée



travail. La phase de percement, souvent bruyante, nécessite également le port de protections auditives adaptées.

Une signalisation doit être aménagée à l'étage inférieur afin de prévenir la chute de l'élément béton scié sur une personne.

NOTA

Si les travaux de pose de colonne ne suivent pas immédiatement la réalisation des percements, une protection en contreplaqué cloué, par exemple, doit être installée.

COFFRAGES PERDUS

Les éléments de réservation à coffrage perdu sont réalisés sur mesure et insérés dans l'épaisseur du plancher (Fig. 7).

Ils doivent être positionnés de façon précise lors du coffrage des planchers, avant ferrailage, ou dans des dalles préfabriquées.

- **Les produits biodégradables**

Les produits biodégradables sont principalement utilisés par les électriciens et les plombiers (protections des terminaisons de gaine dans les dalles). Certains produits possédant une forte résistance à la compression sont également appliqués en traversée de dalle ; ces boîtes sont

pour la plupart constituées de panneaux en carton alvéolaire à réseau nid d'abeille, entre deux feuilles de carton, et enveloppés de film polyéthylène.

Après enlèvement, une phase de calfeutrement est nécessaire.

Fig. 7

Réservation en PVC pour canalisation dans escalier



- **Les autres produits**

Ces coffrages sous forme de fourreaux de gaine (en PVC, en alu, etc.) bouchés en partie supérieure présentent un diamètre légèrement supérieur au conduit définitif ce qui permet un positionnement précis. Ils sont appliqués en traversée de dalle.

La plupart du temps, les réservations sont réalisées à l'aide de boîtes constituées de panneaux en carton alvéolaire à réseau nid d'abeille, entre deux feuilles de carton, et enveloppés de film polyéthylène.

Après enlèvement une phase de calfeutrement est nécessaire.

Cage d'ascenseur : à chaque porte palière, une protection complète de l'ouverture sera mise en place : système de herse avec plinthe obligatoire

Porte ouvrant dans le vide : tous les ouvrants à hauteur d'homme et donnant directement sur les extérieurs, seront impérativement sécurisés :

- portes condamnées
- enlèvement de la poignée
- mise en place d'un capuchon sur la serrure
- panneauage précisant "DANGER ne pas ouvrir"

RAPPEL : matérialiser toutes les baies vitrées des ouvrants

3.10.6 Travail en hauteur :

Echelle :

- * pas de travail à l'échelle (utilisée uniquement comme moyen d'accès)
 - * échelle attachée, dépassant d'au moins un mètre le niveau d'accès et calage en pieds
- Toutes les entreprises ayant des travaux à risque (hauteur) doivent être équipées d'un harnais par ouvrier

Escabeau :

- * à prévoir avec du matériel normalisé - PIR : petit échafaudage, gazelle, etc
- Nota : L'escabeau n'est pas autorisé sauf s'il est pris en matériel complémentaire ou dans des locaux exigus

Art. R4323-63 :

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.



3.11. LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

Nuisances sonores, respiratoires et olfactives :

Les entreprises prendront les mesures nécessaires de façon à ne créer aucune gêne auprès des riverains :

- *aspiration des poussières à la source
- *respect des limites sonores autorisées
- *utilisation de produits ne dégageant pas d'odeur nocive pour les personnes

Attention : lors de la découpe des matériaux à la tronçonneuse thermique, travailler à l'eau ou mettre les protections respiratoires (masques) appropriées

↳ il en va de la sécurité sanitaire des opérateurs et des personnels à proximité
(risques liés aux poussières de silice)

3.11.1. *Prévention des risques de maladie professionnelle*

Le choix des modes opératoires et des produits utilisés devra s'attacher à supprimer les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques.....

En cas d'impossibilité, notées dans les PPSPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source.

3.11.2. Convention pour utilisation de matériel en commun ⇨ copie convention à nous fournir

Mutualiser le matériel sur un même chantier (ex : échafaudage, grue à tour, grue mobile, divers matériels, engins, etc.).

3.11.3. Travaux spécifiques

Réservé

3.12. PENALITES**3.12.1. Pénalités pour la non remise des documents :**

- fiche de renseignements,
- PPSPS de l'entreprise + celui des sous-traitants + validation pour le maître d'ouvrage
- plan d'installation de chantier,
- tout document complémentaire spécifique :
 - * grue,
 - * engin de chantier,
 - * échafaudage
 - * etc.

3.12.2. Pénalités pour retard dans le nettoyage :

- travail sur site non nettoyé,
- non évacuation de gravats

3.12.3. Pénalités pour absence ou retard aux convocations**3.12.4. Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène et de sécurité**

Pénalités appliquées par la maîtrise d'œuvre suivant le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.

4.1. PRESTATION SPECIALES POUR TRAVAUX SOUS CIRCULATION

Sans objet

4.2. AUTRES MAITRES D'OUVRAGE

Sans objet

4.3. PRESTATIONS SPECIALES LIEES AU SITE EN EXPLOITATION

Sans objet

5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Hygiène et condition d'hébergement :

Le décret du 8 janvier 1965 actuellement intégré au Code du Travail, déjà cité, précise les conditions de vie et la qualité des installations destinées à recevoir, au moins durant les repas et le changement de vêtements, le personnel effectuant ces travaux, et vise à leur assurer un minimum de confort et une certaine décence.

Les termes de ce décret seront à observer scrupuleusement, et la permanence de la propreté dans la zone d'hébergement sera une réalité de tous les instants. En particulier, l'évacuation des déchets alimentaires sera effectuée quotidiennement.

Le projet des installations de chantier qui doit être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre indique notamment la situation sur plan locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau et d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les voies d'accès devront être constamment praticables et prolongées dans le chantier pour permettre aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

L'attention de l'entreprise est attirée sur les modifications apportées par le décret n°95-607 du 6 mai 1995 au décret n°65-48 du 8 janvier 1965 concernant la mise à disposition des installations collectives.

Protection contre les eaux :

Outre les prescriptions du CCTG, l'entrepreneur doit également, sous sa responsabilité et à ses frais, assurer la protection de son chantier contre les eaux de toutes natures et de toutes origines et en assurer l'évacuation sans pollutions, par tous moyens et ouvrages nécessaires après accord des services gestionnaires des réseaux récepteurs.

6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

6.1. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES A L'OPERATION

6.1.1. Renseignements généraux

GENDARMERIE

Gendarmerie Nationale Tél. : 17*

POMPIERS Tél. : 18*

S.A.M.U. Tél. : 15*

MEDECINS

- à contacter localement,
- à préciser par les PPSPS,
- à afficher dans les installations propres.

*** depuis un portable composer le 112.**

*6.1.2. Disposition propres à chaque entreprise***Sauveteurs secouristes du travail**

Chaque entrepreneur devra assurer la présence de Sauveteurs secouristes du travail (SST) propres à son entreprise ou par concertation avec les autres entreprises présentes réellement sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article [R4224-15](#) du Code du Travail

Les Sauveteurs Secouristes du Travail (STT) devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc...)

Premiers soins

Chaque atelier de travail devra disposer d'une trousse de premier soin dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des SST et décrit dans le PPSPS.

6.2. MESURES COMMUNES D'ORGANISATION DES SECOURS

L'entreprise titulaire ■ établira les consignes de premier secours qui contiendront les modalités de guidage des moyens de

- secours extérieurs (fléchages point d'accueil, guidage,...)
- renseignera l'affiche « appel en cas d' accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une Parfaite lisibilité
- tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical. (Concertation prévue au paragraphe 6-1)
- Trouvera un lieu pour laisser le registre journal à disposition.

Les autres entreprises présentes lui fourniront les renseignements correspondants.

7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS // CONCESSIONNAIRES

7.1. SUJETIONS DUES A LA PRESENCE SIMULTANEE D'ENTREPRISES DIFFERENTES SUR LE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de participer aux réunions de chantier pendant lesquelles la coordination de sécurité sera abordée, notamment en ce qui concerne :

- le calage permanent du calendrier d'exécution,
- l'organisation de la co-activité,
- l'organisation de la circulation,
- l'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer.

7.2. CONCESSIONNAIRES / EXPLOITANTS

Lister tous les concessionnaires avec leurs coordonnées (Maître d'ouvrage et maître d'œuvre)

- **Descriptif des travaux appelés à être réalisés** (maître d'ouvrage et maître d'œuvre)
- Consignes de sécurité à établir
- Coactivité // utilisation des garde-corps, matériel de protection ou d'accès collectifs
- Les entreprises concernées et leurs sous-traitants nous fourniront un PPSPS avant de pénétrer sur le chantier où sont spécifiées les recommandations du concessionnaire.

Si des travaux sont réalisés à l'intérieur du chantier, un devis et un contrat seront établis en accord avec le concessionnaire.

7.3. COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)

Sans Objet, moins de 10 000 hommes/jour.

Cadre type PPSPS	ANNEXE 1
PGCSPS	

Nom + adresse chantier

Cadre type de

PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE P.P.S.P.S

*Art. L 4532-18, - art. L4532-9, art. L4532-9,
Art. R4532-63, art. R4532-64, art. R4532-65, art. R4532-67, art. R4532-68
et 2-66*

du Code du Travail

- **Maître d'ouvrage :**
- **Maître d'œuvre :**
- **Coordonnateur Sécurité :** Monsieur LARNAUDIE

I° RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- 1.1. Nom et adresse de l'entreprise, nom du responsable de l'entreprise avec sa signature
- 1.2. Nom du responsable du chantier
- 1.3. Objet des travaux (**lots attribués** + **détail des travaux**)
- 1.4. Evolution prévisible de l'effectif : salarié, intérim, contrat avec emploi de main d'œuvre, sous/traitant, action d'insertion, autre.
(Fournir la liste nominative de l'effectif de l'entreprise et la liste de l'effectif prévu sur le chantier avec qualification et formation du personnel (conduite nacelle, grue ou soudeur, électricien, élingueur, ou autres).
- 1.5. Personne chargée de diriger l'exécution des travaux – Organigramme du chantier
- 1.6. Interlocuteur sécurité

Cadre type PPSPS	ANNEXE 1
PGCSPS	

1.7. Sous-traitants et nature des travaux sous-traités + leur N° SIRET

⇒ Si le sous-traitant est établi à l'étranger :

- Préciser s'il fait partie de l'Union Européenne,
 - Fournir (**en langue française**) :
 - * la déclaration préalable de détachement temporaire,
 - * la déclaration d'hébergement,
 - * la liste nominative des ouvriers avec nationalité,
 - * les coordonnées du contact en France et le nom et le n° de portable du traducteur
- sur le
chantier,
- * les justificatifs médicaux.

1.8. Médecin du travail

1.9. Cachet entreprise avec signature (TAMPON)

- 1.10. Engins : type, année, visite technique (voir PGC 3.7),
Approvisionnement (mode, moyen, lieu)
- 1.11. Professions spécifiques : habilitations
- 1.12. Numéro de SIRET ou enregistrement registre

2° DISPOSITIONS EN MATIERE DE SECOURS ET D'EVACUATION

- 2.1. Consignes des premiers secours – modalités et moyens de transmission de l'alerte
- 2.2 Numéros de téléphone (pompier / samu) (112 depuis un portable)
- 2.3. Nombre de travailleurs secouristes – (liste nominative si possible)
- 2.4. Matériel médical sur le chantier (situation de la trousse)
- 2.5. Dispositions pour le transport des blessés dans un établissement hospitalier Guidage des secours extérieurs.
- 2.6. Consignes d'appel de secours

3° HYGIENE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

- 3.1. Description des installations (vestiaire, sanitaire, réfectoire ou restaurant)
- 3.2. Emplacement sur le chantier des ces installations
- 3.3. Date de mise en service prévisible

Cadre type PPSPS	ANNEXE 1
PGCSPS	

4° MESURES DE PREVENTION DES RISQUES

Généralités importantes

Les mesures prises pour prévenir les risques incluent :

- 1 *L'analyse détaillée des procédés de construction et d'exécution et les modes opératoires*
- 2 *Les risques prévisibles liés :*
 - *aux modes opératoires*
 - *aux matériels*
 - *aux dispositifs et installations*
 - *l'utilisation de substances ou préparations*
 - *aux déplacements du personnel*
 - *à l'organisation du chantier*
- 3 *Les conditions du contrôle de l'application des mesures.*
- 4 *Les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective.*

Mesures spécifiques

4.1. Mesures spécifiques pour prévenir les risques spécifiques :

- générés par l'exécution de travaux dangereux par d'autres entreprises.
- Générés par les contraintes propres du chantier ou de son environnement. (circulation ou activités d'exploitation dangereuses notamment)

4.2. Description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques sur les salariés des autres intervenants. (notamment ceux figurant sur la liste de travaux à risques particuliers)

4.3. Dispositions à prendre pour prévenir les risques générés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés.

Nota : Si pour l'un de ces points, l'analyse révèle l'absence de risques, l'entrepreneur en fait mention expresse dans le PPSPS.

FICHE DE RENSEIGNEMENTS POUR INSPECTION COMMUNE

(Art. R4532-13)

1° RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Nom du chantier :

1.1. Nom et adresse de l'entreprise

CACHET DE L'ENTREPRISE

Téléphone :

Télécopie :

1.2. Objet des travaux :

1.3. Contrat

TITULAIRE

☐ Seul ?

☐

Groupement ?

☐

Type :
Autres membres :

SOUS-TRAITANT

☐ de qui ? :

PRESTATAIRE DE SERVICE

☐ de qui ? :

2° RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2.1. Personne(s) chargée(s) de diriger l'exécution des travaux (Téléphones particuliers)

2.2. Organigramme du chantier :

2.3. Interlocuteur sécurité :

2.4. SOUS-TRAITANCE (travaux ? qui ?)

3° TRAVAUX EFFECTIFS

NATURE et SITUATION DES TRAVAUX

1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		

CALENDRIER et EFFECTIF prévisibles

	DATE	DUREE	EFFECTIFS
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			

Cadre type	ANNEXE 3
MODELE PLAN DE RETRAIT AMIANTE	

Nom + adresse chantier

Cadre type de

MODELE PLAN DE RETRAIT AMIANTE

- Maître d'ouvrage :
- Maître d'œuvre :
- Coordonnateur Sécurité : Monsieur LARNAUDIE

I° RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- 1.1.Nom et adresse de l'entreprise, N° de SIRET, nom du responsable de l'entreprise avec sa signature
- 1.2. Objet des travaux (lots + détail des travaux)
- 1.3.Evolution prévisible de l'effectif
- 1.4.Personne chargée de diriger l'exécution des travaux – Organigramme du chantier
- 1.5.Interlocuteur sécurité
- 1.6.Sous-traitants et nature des travaux sous-traités
- 1.7.Médecin du travail
 - Communiquer la liste nominative des salariés affectés à l'opération et copie de leur attestation d'aptitude médicale aux travaux les exposant à l'amiante, délivrées par la médecine du travail (article [R4412-44](#)) et [art. D4624-47](#), [Code du travail - art. D4624-48](#), [Code du travail - art. D4624-49](#) du code du travail) ; les fiches médicales mentionnant « aucune contre-indication ».
 - Communiquer l'avis du médecin du travail sur le plan de retrait, portant notamment sur :
 - l'adaptation des équipements de protection individuelle aux contraintes propres du poste et à l'état de santé du personnel,
 - la durée maximale du temps de travail avec port interrompu de ces équipements : articles [art. R4412-101](#), [Code du travail - art. R4412-103](#) du code du travail
- 1.8. Professions spécifiques : habilitations

Cadre type	ANNEXE 3
MODELE PLAN DE RETRAIT AMIANTE	

2° OBSERVATIONS GENERALES

TRACABILITE

2.1. L'objet d'un plan de retrait est de décrire avec précision et chronologiquement toutes les observations que vous avez à effectuer sur le site, dès votre arrivée sur le chantier jusqu'à votre départ.

2.2 En application de ce principe, il vous est demandé de remplir votre plan en y intégrant les points ci-après :

- Méthode d'enlèvement
- Mesures de précaution (balisage)
- Nom de l'entreprise qui enlève les déchets
- Lieu de décharge définitif

2.3 indiquer les contraintes liées à l'environnement du site, et les prendre en compte dans votre évaluation des risques du chantier.

Elaborer un plan du site répertoriant notamment :

- La zone d'intervention
- Le périmètre d'interdiction d'accès avec balisage et signalisation
- Le lieu de stockage intermédiaire des produits contaminés
- Le SAS.

3° HYGIENE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

3.1. Description des installations (SAS de décontamination)

- vestiaire – douche à trois compartiments (à proximité de la zone d'intervention)

3.2. Elaborer une procédure d'habillage et de déshabillage intégrant les conditions d'utilisations des équipements de protection du corps et des voies respiratoires ([article L 231-3-1](#) du code du travail) l'afficher dans le SAS et m'en adresser une copie.

La porter à la connaissance des salariés, en assurant leur formation au respect de cette consigne (articles [du Code du travail](#) : [art. R233-46](#), [art. R4323-104](#), [art. R4323-105](#)).

3.3. Emplacement sur le chantier de ces installations

3.4. Date de mise en service prévisible

Cadre type	ANNEXE 3
MODELE PLAN DE RETRAIT AMIANTE	

4° MESURES DE PREVENTION DES RISQUES

4.1. Prévention du risque amiante

- ➔ Elaborer un descriptif schématisé du mode opératoire décomposé, phase par phase et adapté à la configuration du bâtiment à traiter
- ➔ Baliser et isoler la zone de travail avec des barrières interdisant l'accès aux personnes autres que celles chargées de l'intervention ou des contrôles -article. [R4412-74](#)).
- ➔ Mettre en place des panneaux avec pictogrammes réglementaires adaptés, reprenant les mentions :
 - danger amiante
 - protection obligatoire des voies respiratoires
 - protection obligatoire du corps
 (arrêté du 4.11.1993 – article. [R4412-74](#)).

Privilégier le démontage des fixations des éléments en amiante ciment à l'aide d'outils manuels. N'utiliser que des outils rotatifs à vitesse lente, l'emploi d'outils tournants à grande vitesse étant interdit. Préciser les moyens retenus pour manutentionner en sécurité les plaques au fur et à mesure de leur déconstruction.

4.2. Equipement de protection individuelle

Préciser les caractéristiques des équipements de protection respiratoire retenus, ainsi que leurs conditions d'utilisation et de vérification périodique.

4.3. Nettoyage du chantier

Débarrasser le sol de tout déchet amianté, selon les cas, au moyen d'un aspirateur à filtre absolu et par récupération manuelle des déchet, mis en double sac étanche.

Proscrire l'utilisation de balai pour les opérations de nettoyage du site, procédé incompatible avec la nature du risque -articles du code du travail : [art. L4121-1](#), [art. L4121-2](#), [art. L4121-3](#), [art. L4121-4](#), [art. L4121-5](#), - [art. L4522-1](#), [art. L4612-9](#)).

4.4. Traitement des déchets

Conditionner les plaques sur des palettes et filmer ces dernières au fur et à mesure des opérations de déconstruction et non en fin de chantier.

Définir une procédure différenciée de traitement des déchets.

Les plaques seront conditionnées sur palette filmées, étiquetées et évacuées en centre de stockage en classe 2.

Les déchets d'équipements (protections jetables, filtre) et issus du nettoyage (débris, poussières) seront mis en double sac étanches, étiquetés et transférés dans une installation en classe 1 (articles du code du travail : [art. R4412-111](#), [art. R4412-112](#), [art. R4412-113](#))

Cadre type	ANNEXE 3
MODELE PLAN DE RETRAIT AMIANTE	

4.5. Notice d'information et formation

Elaborer, à l'intention des salariés concernés, une notice d'information propre au chantier, reprenant les éléments du plan de retrait et décrivant notamment les particularités des différents postes et situations de travail à risque associés et les mesures de prévention correspondantes -article [R4412-39](#) du code du travail

Cette démarche est complétée par une formation spécifique portant sur :

- la complémentaire de la notice précitée,
- l'emploi spécifique des équipements de protection individuelle - articles du code du travail :
- art. [R4412-87](#), - art. [R4412-88](#), - art. [R4412-89](#), art. [R4412-90](#)

Adresser une attestation confirmant que le personnel a bénéficié d'une formation spécifique organisée sur la base de la notice d'information propre au chantier.

- reprenant les éléments du plan de retrait,
- décrivant notamment les particularités des postes et situations de travail, les risques associés et les mesures de prévention,
- portant sur l'emploi des équipements de protection individuelle - article [R4412-99](#) du code du travail

4.6. Aux termes de l'article R 231-59-11 III du code du travail, l'intervention ne peut avoir lieu avant l'expiration d'un délai de 30 jours qui court à compter de la transmission à l'inspection du travail
« d'un plan de retrait » conforme et complet

4.7. Fournir la liste nominative des salariés intervenants, leur qualification et la nature de leur activité.

5° MESURES SPECIFIQUES

5.1. Mesures spécifiques pour prévenir les risques spécifiques :

- générés par l'exécution de travaux dangereux **par d'autres entreprises**.
- Générés par les contraintes propres du chantier ou de son environnement. (circulation ou activités d'exploitation dangereuses notamment)

5.2. Description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques sur **les salariés des autres intervenants**. (notamment ceux figurant sur la liste de travaux à risques particuliers)

5.3. Dispositions à prendre pour prévenir les risques générés par l'activité de l'entreprise sur ses **propres salariés**.

Nota : Si pour l'un de ces points, l'analyse révèle l'absence de risques, l'entrepreneur en fait mention expresse dans le PPSPS.

INTERVENTIONS SUR LES PEINTURES CONTENANT DU PLOMB	ANNEXE 4
PGCSPS	

Nom + adresse chantier

Cadre type de

INTERVENTIONS SUR LES PEINTURES CONTENANT DU PLOMB

- Maître d'ouvrage :
- Maître d'œuvre :
- Coordonnateur Sécurité : Monsieur LARNAUDIE

I° RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1.Nom et adresse de l'entreprise, N° de SIRET, nom du responsable de l'entreprise avec sa signature

1.2.Objet des travaux (lots + détail des travaux)

1.3.Evolution prévisible de l'effectif

1.4.Personne chargée de diriger l'exécution des travaux – Organigramme du chantier

1.5.Interlocuteur sécurité

1.6.Sous-traitants et nature des travaux sous-traités

1.7.Médecin du travail

– Communiquer la liste nominative des salariés affectés à l'opération et copie de leur attestation d'aptitude médicale aux travaux les exposant au plomb, délivrées par la médecine du travail (article [R4412-44](#)) et - art. [D4624-47](#), - art. [D4624-48](#), - art. [D4624-49](#) du code du travail) ; les fiches médicales mentionnant « aucune contre-indication ».

– Communiquer l'avis du médecin du travail sur:

l'adaptation des équipements de protection individuelle aux contraintes propres du poste et à l'état de santé du personnel,

la durée maximale du temps de travail avec port interrompu de ces équipements : articles du code du travail :- art. [R4412-101](#), art. [R4412-103](#) .

1.8. Professions spécifiques : habilitations

INTERVENTIONS SUR LES PEINTURES CONTENANT DU PLOMB	ANNEXE 4
PGCSPS	

2° OBSERVATIONS GENERALES

TRACABILITE

- Méthode d'enlèvement
- Mesures de précaution (balisage)
- Nom de l'entreprise qui enlève les déchets
- Lieu de décharge définitif

Indiquer les contraintes liées à l'environnement du site, et les prendre en compte dans votre évaluation des risques du chantier.

Elaborer un plan du site répertoriant notamment :

- La zone d'intervention
- Le périmètre d'interdiction d'accès avec balisage et signalisation
- Le lieu de stockage intermédiaire des produits contaminés

3° HYGIENE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

3.1. Description des installations

- vestiaire – douche à trois compartiments (à proximité de la zone d'intervention)

3.2. Elaborer une procédure d'habillage et de déshabillage intégrant les conditions d'utilisations des équipements de protection du corps et des voies respiratoires (article **L 231-3-1** du code du travail)

La porter à la connaissance des salariés, en assurant leur formation au respect de cette consigne (articles du code du travail : [art. R233-46](#), [art. R4323-104](#), [art. R4323-105](#)).

3.3. Emplacement sur le chantier de ces installations

3.4. Date de mise en service prévisible

INTERVENTIONS SUR LES PEINTURES CONTENANT DU PLOMB	ANNEXE 4
PGCSPS	

4° MESURES DE PREVENTION DES RISQUES

➔ Elaborer un descriptif schématisé du mode opératoire décomposé, phase par phase et adapté à la configuration du bâtiment à traiter

➔ Baliser et isoler la zone de travail avec des barrières interdisant l'accès aux personnes autres que celles chargées de l'intervention ou des contrôles -article [R4412-74](#).

➔ Mettre en place des panneaux avec pictogrammes réglementaires adaptés, reprenant les mentions :

- danger plomb
- protection obligatoire des voies respiratoires
- protection obligatoire du corps

(arrêté du 4.11.1993 – article [R4412-74](#).)

N'utiliser que des outils rotatifs à vitesse lente, l'emploi d'outils tournants à grande vitesse étant interdit.

4.2. Equippedement de protection individuelle

Préciser les caractéristiques des équipements de protection respiratoire retenus, ainsi que leurs conditions d'utilisation et de vérification périodique.

4.3. Nettoyage du chantier

Débarrasser le sol de tout déchet plomb, selon les cas, au moyen d'un aspirateur à filtre absolu et par récupération manuelle des déchet, mis en double sac étanche.

Proscrire l'utilisation de balai pour les opérations de nettoyage du site, procédé incompatible avec la nature du risque -articles du code du travail : [art. L4121-1](#), [art. L4121-2](#), [art. L4121-3](#), [art. L4121-4](#), [art. L4121-5](#), [art. L4522-1](#), [art. L4612-9](#)

4.4. Traitement des déchets – nature et tri sélectif des déchets contenant du plomb :

Conditionner les sacs/big bag sur des palettes et filmer ces dernières au fur et à mesure des opérations de déconstruction et non en fin de chantier.

Fournir l'adresse ou centre de traitement approprié

Les déchets d'équipements (protections jetables, filtre) et issus du nettoyage (débris, poussières) seront mis en double sac étanches, étiquetés et transférés dans une installation en classe 1 (articles du code du travail : [art. R4412-111](#), [art. R4412-112](#), [art. R4412-113](#))

4.5. Notice d'information et formation

- la complémentaire de la notice précitée,
- l'emploi spécifique des équipements de protection individuelle – articles du code du travail : [art. R4412-87](#), [art. R4412-88](#), [art. R4412-89](#), [art. R4412-90](#)

Fournir la liste nominative des salariés intervenants, leur qualification et la nature de leur activité.



PERMIS DE FEU



Le permis de feu est établi dans le but de prévention des dangers d'incendie et d'explosion occasionnés par les travaux par point chaud (soudage, découpage, meulage,...). Il est délivré par le chef d'entreprise utilisatrice ou son représentant qualifié, pour chaque travail de ce genre exécuté soit par le personnel de l'entreprise, soit par celui d'une entreprise extérieure. Il ne concerne pas les travaux effectués à des postes de travail permanents de l'entreprise. Il doit être renouvelé chaque fois qu'un changement (d'opérateur, de lieu, de méthode de travail,...) intervient dans le chantier.

<p align="center">Ordre de travail donné</p> <p>par</p> <p>M.....</p> <p>Fonction.....</p> <p>Etablissement.....</p>		<p align="center">Consignes spécifiques liées au type d'exploitation</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>Entreprise extérieure (si besoin)</p> <p>Raison sociale.....</p> <p>Représentant.....</p>		<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>Travail à exécuter</p> <p><i>Date :/...../.....</i></p> <p><i>Heure : deH.....</i> <i>àH.....</i></p> <p><i>Lieu</i></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p><i>Organes à traiter</i></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p><i>Opérations à effectuer</i></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>		<p>Risques identifiés (Stockages, contiguités, construction,...)</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Moyens de protection contre les projections</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Moyens d'alerte</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>Personnes chargées du travail et de la sécurité</p> <p><i>1° Agent veillant à la sécurité générale</i></p> <p>M.....</p> <p>.....</p> <p><i>2° Opérateur</i></p> <p>M.....</p> <p>.....</p> <p><i>3° Auxiliaire</i></p> <p>M.....</p> <p>.....</p>		<p>Moyens de 1^{ère} intervention</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
Date :/...../.....	Signatures	<p>En cas d'accident, Téléphone</p> <div style="border: 1px solid black; height: 30px; width: 100%;"></div>
Le responsable de l'établissement		
L'agent de sécurité		
Opérateur		

PERMIS DE FEU**Instructions impératives de sécurité****1. Avant le début ou la reprise de travail :**

- ☐ Vérifier que le matériel utilisé soit en parfait état (tension électrique convenable, tuyaux,...)
- ☐ Eloigner, protéger ou couvrir de bâches ignifugées tous les matériaux ou installations combustibles ou inflammables, en particulier ceux placés derrière des cloisons se trouvant à proximité du lieu de travail.
- ☐ Si le travail est effectué sur un volume creux (cuve, réservoirs, tuyauterie,...), s'assurer que son dégazage est effectif.
- ☐ Prendre soin de couvrir toutes les ouvertures, interstices, fissures, etc... à l'aide de plaques métalliques, sable, bâches,...
- ☐ Prendre soin de dégager tout matériel combustible ou inflammable des conduites ou tuyauteries traités.
- ☐ Disposer à portée immédiate les moyens de lutte contre le feu et les moyens d'alarmes. Les moyens de lutte contre le feu devront au minimum comprendre un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres et un extincteur approprié à l'extinction d'un feu naissant à proximité des travaux.
- ☐ Mettre en œuvre les dispositions nécessaires afin d'éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.
- ☐ Désigner une personne ayant connaissance des mesures de sécurité.
- ☐ Etablir et faire signer le permis de feu.

2. Pendant le travail :

- ☐ Surveiller attentivement les projections incandescentes et leurs points de chute.
- ☐ Ne déposer les objets chauffés que sur des supports qui ne craignent pas la chaleur et qui en empêche toute propagation.

3. Après le travail :

- ☐ Remettre en service le système de détection ou d'extinction automatique préalablement neutralisé.
 - ☐ Procéder à une inspection minutieuse du lieu de travail, des locaux adjacents et des environs pouvant être concernés par la projection d'étincelles ou par le transfert de chaleur.
- ☐ Maintenir une surveillance rigoureuse pendant les 2 heures suivant la fin des travaux. En cas d'impossibilité, faire cesser le travail sur point chaud 2 heures avant la fin d'activité générale de l'établissement et faire effectuer des rondes.





EN CAS D'ACCIDENT

TÉLÉPHONEZ AU :

18* POMPIERS

17* POLICE SECOURS

15* SAMU

* À partir d'un téléphone portable composez le 112

ou au :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

À (commune ou arrondissement)

N° RUE

EN FACE DE

TÉLÉPHONE

2

PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT

3

SIGNELEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés dont un saigne beaucoup et un ne parle pas.

4

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

5

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message.

À PRÉVENIR

L'employeur du blessé
Centre anti-poison
Médecin
Ophtalmo
S.O.S. Mains
Inspection du travail
CRAM Sce Prévention
OPPBTP
Médecine du travail

Concessionnaires (électricité, eau...)

Gestionnaires (équipement, société d'autoroute...)

SPS FI fil rouge tableau

16/01/2017

tableau synoptique de la mission sps

<u>Les principes généraux de prévention</u>
<p>Éviter les risques Supprimer le danger ou l'exposition à celui-ci.</p>
<p>Évaluer les risques Apprécier leur nature et leur importance, notamment lors de l'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels, afin de déterminer les actions à mener pour assurer la sécurité et garantir la santé des travailleurs.</p>
<p>Combattre les risques à la source Intégrer la prévention le plus en amont possible, dès la conception des équipements, des modes opératoires et des lieux de travail</p>
<p>Adapter le travail à l'homme Concevoir les postes, choisir les équipements, les méthodes de travail et de production pour réduire les effets du travail sur la santé.</p>
<p>Tenir compte de l'état d'évolution de la technique Assurer une veille pour mettre en place des moyens de prévention en phase avec les évolutions techniques et organisationnelles</p>
<p>Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou ce qui l'est moins Éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres.</p>
<p>Planifier la prévention Intégrer dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'environnement.</p>
<p>Prendre des mesures de protection collective Utiliser des équipements de protection individuelle uniquement en complément des protections collectives ou à défaut de protection collective efficace.</p>
<p>Donner les instructions appropriées aux travailleurs Donner aux salariés les informations nécessaires à l'exécution de leurs tâches dans des conditions de sécurité optimales. Il s'agit notamment de leur fournir les éléments nécessaires à la bonne compréhension des risques encourus et ainsi de les associer à la démarche de prévention</p>

CT code du travail, CU code de l'urbanisme , CSP code de la santé publique, CP code pénal , RSI régit sécurité incendie

phase conception

	M O A	M O E	C S P	E N T	S I T E	code	risques au pénal	
							euros	pénal
Obligations du Maitre d'ouvrage de faire ou faire faire (CT & code de l'urbanisme) MOA						L 4211-1 , L 4211-2 ct et Cu		L 480-4 L480-5 CU
appliquer et faire appliquer les principes généraux de prévention						L 4531-1		
Intégration de la coordination sps						L4532-3, L4532-7	9 000,00 €	I 4744-4
désignation d'un coordonnateur compétent par le maître d'ouvrage avant l'APS						L 4532-4 R4532-10	x 9 000,00 €	L 4744-4
Compétence du coordonnateur sps						R 4532-17 à 19	9 000,00 €	L 4744-4
Critère de compétence du coordonnateur sps						R 4532-1 à R 4532-28		
Justification de la compétence du csps						R 4532-29		
obligation de moyens donnés par le Moa au CSPS						□ L 4532-4 à 6, R 4532-20à 41	9 000,00 €	L 4744-4
signature du contrat						R4532-20, R4532-22		
ouverture du registre journal						R 4532-12		
ouverture du Diuo phase conception						L 4532-16	9 000,00 €	I 4744-4
réunion physique entre csps désigné et maître d'ouvrage						R4532,20 R 4532-11		
obligations du Maitre d'œuvre MOE						L 4531-1 L 4531-2		
visite du site avec MOA et MOE						L 4531-1 ,R 1334-22 et28 csp		
risques particuliers (arrêté du 19 mars 1993)						R4532-52), L4532-8		
analyse des risques (circulaire du 10 avril 1996)						circulaire du 10 avril 1996		
si ERP en activité application art R 123-13 du CU et GN 13 du RSI						R 123-13 + gn 13		
visite avec le chef d'établissement						R 4532-14		
diagnostic avant travaux code de la santé public						R 4533-1 L 4532-18	22 500,00 €	L 480-2 (CU)
voirie et réseaux divers						R 4533-1 et suite	25 000,00 €	L 4744-4 + LOI 2006
Diuo sur bâtiment existant						R 4532-98		
demande de renseignements sur réseaux existants						L 4533-1		

si plusieurs maitres d'ouvrages ou chantiers prévus						L 4531-3			
planning prévisionnel de l'opération						L 4532-1		4 500,00 €	L 4744-2
déclaration préalable au dépôt permis de construire						L 4532-1		4 500,00 €	L 4744-4
déclaration préalable 30 jours avant début des travaux si non soumis au dépôt de pc						R 4532-8		4 500,00 €	L 4744-4
réunions phase APS						R 4532-8			
remise avis sur APS						R 4532-8			
réunions phase APD						R 4532-8			
remise avis sur APD						R 4532-8			
réunions phase PRO DCE						R 4532-8			
remise avis sur PRO DCE						R 4532-9			
intégration des observations du sps dans le DCE						R 4532-12		4 500,00 €	L 4744-4
description des méthodes constructives avec incidence sur la sécurité des salariés						R 4532-2 L 4532-8		9 000,00 €	L 4744-4
établissement du PGC						R 4532-44		9 000,00 €	L 4744-4
établissement du plan d'installation de chantier						R 4532-8			
réunions DCE						L 4532-16 L 4532-9		9 000,00 €	L 4744-4
Dossier interventions ultérieures						R 4532-44		9 000,00 €	L 4744-4
Intégration du PGC dans le DCE						L 4532-10 à 15			
DHOL R 476 uniquement pour les chantiers de niveau 1 jusqu'au 1 janvier 2019									
établissement du règlement provisoire du cissct						L 4532-10 à 15		5 é classe	R 4741-4
intégration dans le Dce du règlement provisoire du cissct						L 4532-10 à 15			
procès verbal de passation de consignes entre sps						R4532-38			
procès verbal de transmission du DIUO						R4532-96			

Phase Appels d'offres

liste des entreprises ayant contacté le sps									
avis du sps sur les entreprises susceptibles d'être retenues									
synthèse des mémoires techniques hygiène sécurité									
présentés par les entreprises									

--	--	--	--	--	--	--	--	--

[illegible]

validation des installations de chantier demandées au PGC									
accès de chantier									
plan de circulation, voiries d'accès						R 4533-2			
réfectoires						R 4533-3, R 4533-4			
vestiaires									
vestiaires femmes									
sanitaires personnel									
sanitaires personnel féminin									
accès piétons						R 4533-2			
escalier d'accès									
passerelle									
clôtures de chantier									
signalisation de chantier									
validation raccordement électrique									
fiche transmise au sps									
<u>planning travaux</u>									
prise en compte de la réalité travaux (planning entreprises et planning Moe)						L 4531-1			
prise en compte des interférences						R 4532-14			

PHASE TRAVAUX								
dict.								
ppsp sur chantier						R4532-71, R 4532-73		
carte d'identité professionnelle						L 8211-1 et suite		
fiche d'accueil du personnel						L 4141-1, R 4534-137		L 4154-3
véhicules								
point d'arrêt avant travaux								
respect des principes généraux de prévention							4 500,00 €	L 4744-6
vérification des épi						R4323-99	1 500,00 €	R4721-12
panneau de chantier						R 8221-1		
VISITE DE CHANTIER								
1 chute de hauteur								
continuité des protections collectives périphériques						R 4534-3, R 4223-65		
protection des trémies						R 4534-6		
échelles						R 4323-63		
plateforme de travail						R 4534-5? R 4534-74		
échafaudage								
monté par personne habilité						R 4323-69		
montage en sécurité						R 4323-71		
fiche de réception d'échafaudage								
2 chute de plain-pied								
rangement chantier						R 4534-7		
éclairage poste de travail						R 4534-9		
éclairage zones de circulation						R 4534-9		

3 risques électriques									
lignes aériennes ou enterrées , signalisation, protection						R 4323-30, R 4534-107, R 4534-108			
contrôle installations, disjoncteur, prise de terre, état du matériel,									
nombres de coffret électriques (25m)									
4 manutention									
approvisionnement matériaux (recettes)									
élinguage des charges									
évacuation des déchets									
5 chute d'objet									
superposition des tâches									
port epi									
6 risques chimiques									
étiquetage des produits									
fiches de données sécurité						L 4711-1	1 500,00 €	R 4741-3	
produit dans un contenant étiqueté									
aération des locaux de travail						R 4222-6 à 17, + 20à 21		R 4722-1	
7 effondrement									
stabilisation des banches phase travaux, au repos									
établiement des planchers de travail									

8 ensevelissement									
blindage ou talutage des tranchées de >1,3 m									
stabilité des fouilles									
passerelle franchissement si fouilles de > 0,4m de large									
9 engins de chantier									
autorisation de conduite chauffeur									
vérification périodiques des engins						R 4534-15			
grue (anémomètre, avertisseur, balisage au sol)									
voirie engins de chantier						R 4534-10			
interférence circulation engins/piétons						R 4323-52			
installations de chantier									
nombres de personnes sur le chantier									
personnel féminin									
10 vestiaire									
1 armoire par personne						R 4228-1 ET 6			
vestiaire séparé des locaux de stockage et des bureaux						R 4228-2			
vestiaires chauffé +18 °						R 4228-4			
éclairage du vestiaire 120 lux mini									
éclairage naturel									
1 banc									
accès aménagé (propre et permettant l'accès en chaussures de ville, escalier, marche)									
ventilation des locaux						R 4222-6 à 17, + 20à 21			

11 lavabos 1 POUR 10 PERS					R 4228-1		
eau chaude et eau froide (mise hors gel)					R 4228-7		
accès direct depuis le vestiaire							
chauffé +18 °							
éclairage des lavabos 120 lux mini					R 4223-4		
éclairage naturel					R 4223-3		
ventilation des locaux					R 4222-6 à 17, + 20à 21		
présence de séchage					R 4228-7		
12 WC 1 WC + 1 URINOIR POUR 20 H , 1 POINT D'EAU , SI FEMMES + 2 WC POUR 20					R 4228-10		
relié réseaux EU ou chimique si impossibilité					R 4228-15		
éclairage 120 lux mini					R 4223-4		
éclairage naturel					R 4223-3		
ventilation des locaux					R 4222-6 à 17, + 20à 21		
accès aménagé (propre et permettant l'accès en chaussures de ville, escalier, marche)							
nombres de sanitaires en rapport avec le chantier					R 4228-10		
13 réfectoire					R 4228-22 + 23		
obligatoire si au moins 1 personne mange sur le chantier					R 4228-22 + 23		
éclairage 120 lux mini					R 4223-4		
éclairage naturel					R 4223-3		
ventilation des locaux					R 4222-6 à 17, + 20à 21		
accès aménagé (propre et permettant l'accès en chaussures de ville, escalier, marche)							
chauffe plat					R 4534-142		
réfrigérateur					R 4534-142		
eau chaude et eau froide (mise hors gel) voir à proximité					R 4228-7		
nettoyage					R 4228-24		

risques graves et éminents									
arrêt de chantier demandé									L 4731-6
suivi d'effet par l'entreprise									
suivi d'effet par le MOA									
non respect du ppsps								4 500,00 €	L 4744-6
prise en compte des observations du sps									
par l'entreprise concernée									
par le maître d'œuvre									
par le maître d'ouvrage									
demande d'exclusion chantier entreprise pour:									
non visite d'inspection commune									
non remise du ppsps									
non validation du ppsps									
suivi d'effet par le MOA									

sous-traitants						R4532-62			
déclarés									
non déclarés									
demande d'exclusion chantier sous traitants						R4532-16			
sous-traitants non déclarés									
non visite d'inspection commune									
non remise du ppsps									
non validation du ppsps									
suivi d'effet par le MOA									
prestataire de service									
grue mobile									
visite d'inspection commune									



Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social

**Direction
générale du travail
DGT**

Service de l'animation
territoriale, de la politique du
travail et de l'action de
l'inspection du travail
SAT

Département de l'appui au
système d'inspection du travail
contrôle
DASIT

Bureau des outils
méthodologiques et de la
légalité du cadre d'intervention
du système d'inspection du
travail
DASIT1

Service des relations et des
conditions de travail
SRCT

Sous-direction des conditions
de travail, de la santé et de la
sécurité au travail
CT

Bureau des risques chimiques
physiques et biologiques
CT2

39-43, Quai André-Citroën
75902 Paris Cedex 15

Téléphone : 01 44 38 36 12
Télécopie : 01 44 38 26 48

Le Directeur Général du Travail,

à

Mesdames et Messieurs les Directeurs
Régionaux des Entreprises, de la
Concurrence, de la Consommation, du
Travail et de l'Emploi

Mesdames et Messieurs les Directeurs des
Entreprises, de la Concurrence, de la
Consommation, du Travail et de l'emploi

Monsieur le Directeur de la cohésion
sociale, du travail, de l'emploi et de la
population de Saint Pierre et Miquelon

Mesdames et Messieurs les Responsables
d'Unités départementales,

Mesdames et Messieurs les Responsables
d'Unités de contrôle,

Mesdames et Messieurs les inspecteurs et
contrôleurs du travail,

19 JAN. 2017

Paris, le

Affaire suivie par : Anne AUDIC, Sylvie LESTERPT et Thomas COLIN
Tél 01.44.38.27.08, 01.44.38.25.23 et 01.44.38.26.61

Mél : anne.audic@travail.gouv.fr, sylvie.lesterpt@travail.gouv.fr et
thomas.colin@travail.gouv.fr

**Objet : Cadre juridique applicable aux opérations sur des matériaux contenant de
l'amiante – Sous-traitance de ces opérations – Certification des entreprises**

Références : Note DGT du 24 novembre 2014,

La présente note qui se situe dans le prolongement de ma précédente note du 24 novembre 2014, est destinée à diffuser au système d'inspection du travail une synthèse des réponses qui ont été adressées récemment par la Direction générale du travail (DGT) de manière ponctuelle et individuelle sur les sujets de la certification des entreprises et celui de la sous-traitance, sujets qui sont d'intérêt général.

Elle complète les différents éléments de doctrine de la DGT déjà diffusés et contribue ainsi à l'objectif essentiel d'homogénéisation des pratiques et interprétations de l'application de la réglementation par les agents du système d'inspection du travail.

I- La certification des entreprises pour retirer ou encapsuler des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :

I-1- Certification des entreprises étrangères :

Selon la réglementation française (articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail), les entreprises procédant au retrait ou à l'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante (MCA) au sens du 1° de l'article R. 4412-94 dudit code doivent :

- d'une part faire former leurs travailleurs par un organisme de formation certifié, selon les modalités définies par l'arrêté du 23 février 2012 ;
- d'autre part, être certifiées selon les modalités définies par les articles R. 4412-129 à 131 du code du travail et les dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2012.

Or, toute entreprise européenne, dès lors qu'elle intervient en France, doit appliquer la réglementation française en matière de santé et sécurité des travailleurs. En effet, la directive 2006/123/CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur sur la liberté d'installation des prestataires et la libre circulation des services ne concerne pas le droit du travail (cf. article 1er « 6. *La présente directive ne s'applique pas au droit du travail, à savoir les dispositions légales ou contractuelles concernant les conditions d'emploi, les conditions de travail, y compris la santé et la sécurité au travail, et les relations entre les employeurs et les travailleurs, que les Etats membres appliquent conformément à leur législation nationale respectant le droit communautaire.* »)

L'entreprise installée dans un autre état membre de l'Union européenne et souhaitant effectuer sur le territoire français des travaux de retrait de matériaux amiantés conformément à la réglementation française et aux normes françaises, qui peut par ailleurs détenir une certification dans son pays d'origine, doit apporter la preuve de l'équivalence de ses mesures de prévention, de ses obligations documentaires et de la procédure de certification de son pays d'origine au dispositif français.

La reconnaissance d'une équivalence de certification suppose qu'il y ait un dispositif réglementaire fondateur similaire. Or, s'agissant d'une réglementation entièrement refondue sur la base d'expertises scientifiques récentes, la Direction Générale du Travail n'a pas connaissance, à ce jour, d'autres réglementations au sein de l'UE qui soient équivalentes.

Il convient notamment de rappeler que, pour les opérations dont le dossier de consultation a été publié à partir du 1^{er} juillet 2012, le mesurage des empoussièrlements en fibres d'amiante et le contrôle de la valeur limite d'exposition professionnelle sont effectués par microscopie électronique à transmission analytique (META), la France étant le seul pays de l'Union européenne à utiliser cette technique en milieu professionnel.

Dès lors, en l'attente d'une éventuelle évolution des réglementations des autres états de l'Union européenne, l'entreprise installée dans un autre état membre devra, pour effectuer des travaux de retrait ou d'encapsulage de MCA sur le territoire français :

- avoir été certifiée selon le dispositif français ;
- disposer d'un établissement sur le territoire français si elle entend y réaliser régulièrement des opérations de désamiantage, afin de ne pas contrevenir à la réglementation encadrant le détachement temporaire de travailleurs étrangers en France.

Il résulte de ces dispositions que les entreprises doivent être certifiées par un organisme lui-même accrédité par le COFRAC (instance nationale d'accréditation), après évaluation par ce dernier de son respect des exigences fixées par la norme NF EN ISO/CEI 17065 - Evaluation de la conformité - Exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services).

Les organismes certificateurs (OC) accrédités à ce jour par le COFRAC sont AFNOR CERTIFICATION, GLOBAL CERTIFICATION et QUALIBAT. Ces derniers évaluent les capacités des entreprises, candidates à la certification ou déjà titulaires de cette dernière, à réaliser les travaux de traitement de l'amiante conformément aux exigences définies à l'article 1er de l'arrêté du 14 décembre 2012, c'est-à-dire :

- celles fixées par la norme NF X 46-010 d'août 2012 ("Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification des entreprises - Exigences générales") ;
- celles fixées par la norme NF X 46-011 de décembre 2014 ("Travaux de traitement de l'amiante - Modalité d'attribution et de suivi des certificats des entreprises") ;
- les prescriptions de la réglementation inscrites au code du travail et encadrant les opérations portant sur l'amiante.

1-2- Périmètre de la certification s'agissant de l'organisation de l'entreprise :

La DGT reçoit régulièrement des questions relatives aux conditions de certification des entreprises au regard de leur organisation lorsqu'elles comprennent des établissements secondaires. Ma note du 24 novembre 2014 a précisé l'interprétation de la notion d'établissements secondaires en renvoyant à la jurisprudence en matière d'élections professionnelles, afin d'homogénéiser sur des bases établies les pratiques jusqu'ici divergentes des OC.

Ladite note venait néanmoins préciser que le fait qu'un établissement donné satisfasse aux critères d'autonomie de gestion posés par la jurisprudence électorale ne suffisait pas pour caractériser un établissement secondaire devant faire l'objet d'une certification autonome. Il est effectivement également attendu que la gestion du personnel, le système qualité et l'élaboration des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage (PDRE) soient directement pris en charge par l'encadrement technique propre au dit établissement, lequel devra disposer d'une plénitude de responsabilité sur ces différents domaines aux termes de son contrat de travail et, le cas échéant, de sa délégation de pouvoir.

1-3- Périmètre de la certification s'agissant du phasage des travaux :

L'article R. 4412-133 du code du travail liste le contenu du PDRE que l'entreprise doit élaborer et transmettre à l'inspection du travail et aux services de prévention des organismes de sécurité sociale :

- « 1° *La localisation de la zone à traiter ;*
- 2° *Les quantités d'amiante manipulées ;*
- 3° *Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;*
- 4° *La date de commencement et la durée probable des travaux ;*
- 5° *Le nombre de travailleurs impliqués ;*
- 6° *Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;*
- 7° *Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;*
- 8° *Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128 ;*
- 9° *Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;*
- 10° *Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;*
- 11° *Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;*
- 12° *Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;*
- 13° *Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119 ;*
- 14° *Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97 ;*
- 15° *Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;*
- 16° *Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;*
- 17° *La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;*
- 18° *Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135. »*

Les opérations figurant dans le PDRE relèvent du savoir-faire de l'entreprise et sont donc incluses dans la certification. Au regard du contenu du PDRE et des dispositions de la norme NF X 46-010 ayant pour objet de fixer le référentiel technique auquel doivent satisfaire les entreprises candidates à la certification pour les travaux de retrait et d'encapsulation de MCA ou déjà titulaires de ladite certification, cette dernière est donc nécessaire de la phase de préparation du chantier (installation des dispositifs de protection et de décontamination) jusqu'à celle du conditionnement des déchets. Il n'en irait autrement que pour des travaux nécessitant un savoir-faire technique spécifique sortant du champ des exigences fixées par la norme NF X 46-010. Ainsi en est-il par exemple pour des travaux de montage d'échafaudage ou de réalisation d'un thermo-bâchage (cf. point 2-3 de la présente note).

Les travaux préparatoires à l'opération de retrait elle-même, habituellement qualifiés de « curage » ou "pré-curage", qui consistent notamment à libérer la zone de tous les équipements non décontaminables et/ou qui peuvent être désolidarisés du bâti pour les immeubles, peuvent en revanche être réalisés par une entreprise non certifiée. Néanmoins, par application des données des logigrammes destinés à faciliter le classement des opérations exposant à l'amiante, joints à ma note du 4 mars 2015, cette entreprise non certifiée devra se conformer aux dispositions encadrant les interventions susceptibles d'exposer aux fibres d'amiante, dès lors que les travaux de curage ou pré-curage considérés seraient de nature à générer une émission de poussières contenant de l'amiante du fait d'un contact direct avec les MCA présents ou par suite des vibrations occasionnées par ces travaux.

Cette phase de « curage » précède en général les travaux préparatoires spécifiques à l'opération de désamiantage mais elle peut aussi s'intercaler dans ces travaux lorsque la situation le justifie par exemple lorsque l'évacuation d'un équipement ne contenant pas d'amiante et qui est non décontaminable nécessite au préalable une phase de désamiantage (à titre d'exemple, évacuation d'une chaudière ne contenant pas d'amiante nécessitant au préalable le retrait de tuyaux calorifugés contenant de l'amiante). Dans ce cas, le phasage du chantier devra avoir été organisé par le donneur d'ordre, au titre de sa mission de coordination, en vue de préserver la santé des travailleurs.

1-4- Transfert de la certification en cas de cession de l'entreprise :

Il convient de rappeler en préambule que la certification des entreprises de désamiantage est une certification de produit et non de personne, l'objet de la certification étant la prestation de retrait ou d'encapsulage.

Les critères de certification qui tiennent compte, notamment, des moyens humains disponibles, des procédures d'organisation, des équipements et des techniques utilisés par l'entreprise, permettent en effet de rattacher cette autorisation d'activité (la certification) à l'entreprise et non à la personne même de son exploitant et à ses qualités propres.

La procédure de certification constitue donc une autorisation de type administratif qui peut être assimilée à un droit réel attaché au fonds de commerce, disposant d'une valeur patrimoniale et transmissible, en cas de cession, avec ledit fonds.

Néanmoins, parce que la certification repose sur des critères stricts de moyens humains, matériels et organisationnels détaillés à la norme NF X 46-010, il convient que l'OC puisse vérifier que le cessionnaire continue d'en disposer afin de pouvoir satisfaire aux conditions réglementaires et techniques requises.

Pour cela, il est nécessaire que le cessionnaire notifie sans délai cette cession à l'organisme certificateur, ainsi que de tout changement induit par celle-ci, pouvant avoir des conséquences sur sa capacité à se conformer aux exigences de la certification, par exemple la propriété ou le statut juridique, commercial et/ou organisationnel, l'organisation et la gestion conformément au point 4.1.2.2 k) de la norme NF EN ISO/CEI 17065 précitée. A la suite de cette information, conformément au point 7.10.2 de la norme, l'organisme certificateur arrêtera les mesures appropriées

(nouvelle évaluation, nouvelle décision, émission de documents officiels de certification révisés...).

En conséquence, si l'OC considère que le cessionnaire ne dispose pas des conditions réglementaires et techniques qui ont présidé à l'attribution de la certification au cédant, celle-ci ne sera pas transférée avec le fonds de commerce cédé.

1-5 Mention des secteurs d'activité sur le certificat délivré par l'organisme certificateur

Les notes DGT aux Directeurs du 1^{er} août et du 24 novembre 2014 ont rappelé que le (ou les) secteur(s) d'activité(s) principale(s) mentionnée(s) par l'organisme certificateur sur le certificat ne constitue(nt) pas des périmètres de certification au sens qui était celui des arrêtés du 22 février 2007 (friable et non friable à risques particuliers), mais uniquement une information aux donneurs d'ordre pour faciliter leur choix d'entreprise, l'arrêté du 14 décembre 2012 ne prévoyant qu'une seule certification dont le périmètre est défini par les processus transcrits dans le document unique d'évaluation des risques.

Toutefois, il résulte des dispositions normatives en vigueur que l'OC doit vérifier que l'entreprise dispose des moyens techniques, humains et organisationnels correspondant aux secteurs d'activité qu'elle a déclarés.

1-5-1 / Secteurs d'activité déclarés lors de la demande initiale : vérification par l'OC lors des 3 étapes suivantes:

L'entreprise doit déclarer des activités pour lesquelles elle dispose de moyens organisationnels, en personnel et en matériel adaptés (§ 4.3, 4.4, 4.5, 4.6, 5.2, 5.3 de la norme NF X 46-010) lors du dépôt de son dossier (recevabilité).

L'OC doit effectuer une vérification de l'adéquation entre les activités déclarées et les moyens de l'entreprise (§ 4.2, 4.3.1, article 5 de la norme NF X 46-011) au stade de l'examen documentaire ainsi que de l'audit siège. Lorsque la vérification des processus par l'OC fait apparaître que l'entreprise ne respecte pas les moyens organisationnels et techniques nécessaires à leur mise en œuvre, l'OC doit écarter ces processus.

En conséquence, les secteurs d'activité correspondant aux processus ainsi écartés n'ont pas lieu d'être mentionnés sur le certificat.

Les secteurs mentionnés à titre d'information sur les certificats d'activité doivent ainsi être ceux constatés aux différentes étapes précitées. Il s'agit des secteurs d'activités validés par l'OC à la suite de l'examen documentaire et de l'audit siège et non des secteurs d'activité déclarés par l'entreprise au stade de la demande de certification.

1-5-2 / Possibilité d'extension de mention d'activité :

La norme n'exclut pas la possibilité d'investir de nouvelles activités. Lorsque l'entreprise demande une extension d'activité, celle-ci n'est pas accordée automatiquement. En l'absence de changement de niveau d'empoussièrément, les OC procèdent à un examen documentaire de type examen documentaire de recevabilité (cf. § 1-25 de la norme NF X 46-011).

2- Champ d'application de la réglementation relative aux risques d'exposition à l'amiante et notamment de l'obligation de certification pour les opérations de désamiantage au regard de la qualité du donneur d'ordre et de celle de celui qui réalise l'opération

L'article R. 4412-96 prévoit que le donneur d'ordre est le maître d'ouvrage, le chef de l'entreprise utilisatrice ou l'armateur. L'article R. 4412-129 ajoute que « *pour réaliser les travaux prévus par la présente sous-section, le donneur d'ordre fait appel à une entreprise justifiant de sa capacité à réaliser ces travaux par l'obtention de la certification délivrée par des organismes certificateurs* ».

De fait, la question du champ d'application des règles de prévention du risque amiante et notamment de l'obligation de certification se pose lorsque le donneur d'ordre est un particulier ou lorsque l'opération est réalisée par un particulier ou par une entreprise sur ses propres locaux.

La rédaction réglementaire induit que lorsque le retrait n'est pas prévu par une personne ayant la qualité de « donneur d'ordre » ou que celui-ci ne fait pas appel à une entreprise, la certification n'est pas juridiquement exigible.

De nombreuses questions ont été adressées à la DGT s'agissant :

2-1 des agriculteurs

Si les travaux concernent les locaux affectés à son activité professionnelle, l'agriculteur qui retire lui-même les MCA (sans ses éventuels salariés) est assujéti au décret du 4 mai 2012, sauf en ce qui concerne le recours à une entreprise certifiée (cf. ci-dessus), et certaines dispositions spécifiques aux salariés telles que la notice de poste ou la durée du travail. S'il souhaite faire retirer les MCA par ses salariés, il est alors soumis à l'obligation de les former aux opérations de retrait d'amiante.

Le statut juridique de l'agriculteur n'est pas à prendre en compte dans la mesure où il a bien la qualité de travailleur indépendant dès lors qu'il exerce une activité non salariée et qu'il n'est pas employeur (cf. notamment article L. 8221-6-1 : le travailleur indépendant est un non salarié qui définit lui-même ses conditions de travail).

Par exception, les règles de prévention du risque amiante ne sont pas applicables dans tous les cas quand l'agriculteur retire lui-même des MCA sur ses locaux d'habitation. Il reste cependant soumis à l'obligation d'évacuation des déchets vers un centre de stockage adapté, conformément aux exigences du code de l'environnement.

En termes de prévention, il est recommandé de lui conseiller de suivre une formation préalable au retrait de MCA, ne serait-ce que comme opérateur, pour savoir comment se protéger, désemboîter les plaques de la manière la moins émissive, emballer ses déchets.

2-2 des particuliers

Hors chantier de bâtiment entrant dans le champ de L. 4531-1, le particulier, qui ne peut pas se voir appliquer la qualité d'entreprise utilisatrice, ne peut être considéré comme un donneur d'ordre au sens du texte amiante.

En revanche, un particulier qui fait retirer des matériaux amiantés par une entreprise est donneur d'ordre au sens de l'article R. 4412-97 s'il relève du champ d'application défini à l'article L. 4531-1 du code du travail, selon les modalités définies à l'article L. 4532-7. Lorsque le particulier réalise lui-même les travaux, les règles de prévention du risque amiante ne lui sont pas applicables.

Au-delà de cette position juridique, il est important d'inciter les agriculteurs et les particuliers à recourir à des entreprises certifiées, même si ce n'est pas obligatoire. N'étant pas des professionnels de l'amiante, ils risquent de s'exposer gravement lors de l'opération et de polluer les locaux sur lesquels est opéré le retrait de MCA. En outre, les risques de pollution des éventuels voisins, et de potentiel contentieux qui peut en découler du fait d'un désamiantage mal réalisé, peuvent aussi peser dans leur choix.

Il convient de rappeler que le représentant de l'Etat dans le département dispose désormais, aux termes de l'article L. 1334-16-2 du code de santé publique, du pouvoir de faire cesser les situations d'exposition aux fibres d'amiante de la population environnante.

Par ailleurs, le particulier n'est pas exonéré d'éliminer les déchets contenant de l'amiante selon les dispositions du code de l'environnement.

3- Le cadre légal de sous-traitance des opérations sur matériaux contenant de l'amiante :

En préambule, il convient de rappeler que les travaux de retrait ou d'encapsulage de MCA ne peuvent être confiés qu'à une entreprise certifiée.

Cette obligation pèse à ce stade de la réglementation sur le donneur d'ordre par application de l'article R. 4412-129 du code du travail qui prévoit que « *le donneur d'ordre fait appel à une entreprise justifiant de sa capacité à réaliser ces travaux par l'obtention de la certification délivrée par des organismes certificateurs.* »

3-1- Sous-traitance d'une entreprise non certifiée à une entreprise certifiée :

3-1-1 / Par application de l'article R. 4412-129 du code du travail précité, il appartient au donneur d'ordre, au stade de l'élaboration des documents du marché d'identifier clairement les travaux devant faire l'objet d'une certification.

Deux options sont alors possibles selon la nature du marché :

- le marché peut être scindé en lots, le donneur d'ordre devant s'assurer que l'entreprise qui répond au lot désamiantage est certifiée.
- le marché peut être global (marché dit « en entreprise générale ») et confié à une entreprise non certifiée qui sous-traite le retrait de MCA à une entreprise certifiée, ce dont elle devra faire état en amont des travaux. En effet, l'entreprise certifiée

devra être identifiée, par exemple par une offre conjointe au donneur d'ordre, afin que celui-ci s'assure de la certification en cours de l'entreprise.

Ce cadre réglementaire impose donc au donneur d'ordre de veiller, au stade de la passation de marché, à recourir à une entreprise certifiée pour les travaux de retrait ou d'encapsulation de MCA relevant du champ du 1° de l'article R. 4412-94 du code du travail, le choix de l'entreprise relevant de la responsabilité propre du donneur d'ordre. Ainsi, il lui reviendra non seulement de s'assurer que les entreprises candidates sont bien titulaires de la certification réglementairement requise en cours de validité mais également d'apprécier la qualité technique de leurs offres respectives.

3-1-2 / A ce sujet, il est régulièrement fait état, par les agents du système d'inspection du travail, de la pratique développée par certains donneurs d'ordre consistant à laisser l'entreprise non-certifiée titulaire du marché global prendre en charge d'importants travaux de dépose et de conditionnement de matériaux de construction ou d'équipements contenant de l'amiante et à restreindre l'intervention du sous-traitant certifié à leur évacuation vers une installation de stockage de déchets appropriée.

Cette organisation des travaux portant sur l'amiante prétend manifestement s'inspirer des indications données par les logigrammes destinés à faciliter le classement des opérations exposant à l'amiante, ces derniers prévoyant effectivement la possibilité de scinder en deux une opération sur le plan contractuel : une opération intermédiaire de déconstruction réalisée sur le chantier relevant du champ de la sous-section 4, une opération principale de traitement final par enlèvement de l'amiante dans une installation fixe régie par les textes de la sous-section 3.

Or, la scission contractuelle ouverte par les logigrammes implique nécessairement des travaux réalisés en deux temps (dépose des composants de construction ou équipements contenant de l'amiante suivie de l'enlèvement de l'amiante présent sur ces derniers) ainsi qu'une dualité des lieux donnant lieu à leur exécution respective (dépose sur le site même, enlèvement de l'amiante en installation fixe). Ainsi, comme souligné dans lesdits logigrammes, cette faculté ouverte au donneur d'ordre doit avant tout poursuivre un objectif de protection des travailleurs et de l'environnement, ce que la réalisation de travaux de traitement de l'amiante par enlèvement dans une installation fixe (spécifiquement organisée pour permettre l'exécution en sécurité de tels travaux) est de nature à atteindre.

Dès lors, la pratique susmentionnée, parce qu'elle ne répondant pas à l'organisation des travaux imaginée par les logigrammes et manifestement éloignée de l'objectif ci-dessus rappelé, doit être considérée comme constitutive d'un manquement aux dispositions de l'article R. 4412-129 du code du travail.

3-1-3 / En cas de découverte de MCA en cours de travaux il appartient au donneur d'ordre soit de conclure un marché spécifique afférent à leur retrait ou à leur encapsulage (conclu directement avec une entreprise certifiée) soit d'autoriser le titulaire non-certifié du marché global à avoir recours à un sous-traitant certifié grâce à un avenant au contrat initial.

3-2- Sous-traitance par une entreprise certifiée à une autre entreprise certifiée :

La sous-traitance des travaux de désamiantage, du stade de la préparation de l'opération de retrait au stade du conditionnement des déchets, par une entreprise certifiée à une autre entreprise certifiée est possible, sous réserve d'en informer en amont le donneur d'ordre afin que ce dernier puisse notamment s'assurer que ce sous-traitant est bien titulaire d'une certification en cours de validité.

Cette sous-traitance est prévue au point 5-8-2 de la norme NF X 46-010 relative à la certification des entreprises.

Il est précisé que dans ce cas, l'entreprise sous-traitante doit établir un PDRE spécifique et adapté aux travaux qui lui sont confiés et dont le périmètre doit être indiqué dans le contrat de sous-traitance.

De la même façon, le prêt de main d'œuvre à but non lucratif est possible entre deux entreprises certifiées, dont le personnel est formé et apte médicalement pour réaliser les travaux de désamiantage.

Dans ce cas, les salariés mis à disposition sont placés sous la subordination du chef de l'entreprise bénéficiant de ce prêt de main d'œuvre. L'entreprise qui les emploie, parce que n'intervenant pas directement sur l'opération considérée, n'a donc pas l'obligation de réaliser elle-même un PDRE.

3-3- Sous-traitance par une entreprise certifiée à une entreprise non certifiée :

A contrario du point précédent, une entreprise certifiée ne peut sous-traiter une partie des travaux de désamiantage couverts par sa certification à une entreprise non certifiée.

En conséquence, les travaux réalisés de la préparation du chantier jusqu'au conditionnement des déchets qui relèvent de la certification des entreprises (cf. point 1-3 de la présente note), et tout particulièrement les travaux de retrait et d'encapsulage de MCA au sens du premier point de l'article R. 4412-94 du code du travail, ne peuvent être réalisés par une entreprise non certifiée.

Par exception à cette règle, les travaux qui nécessiteraient une compétence spécifique non détenue par une entreprise de désamiantage et ne relevant pas des compétences nécessaires à la certification, peuvent être sous-traités à une entreprise non certifiée.

Ce peut être le cas par exemple du montage des échafaudages qui peut nécessiter une compétence technique et des moyens humains et matériels spécifiques, propres à une entreprise de montage d'échafaudage. C'est également le cas de l'activité de mise en place d'un thermo-bâchage.

Cette situation a aussi été rencontrée dans le démantèlement d'installations industrielles de haute technicité où la découpe de conduits recouverts de peinture contenant de l'amiante ne pouvait être réalisée que par une entreprise spécialisée dont aucune actuellement ne détient une certification pour retirer de tels matériaux.

Dans ce cas et compte tenu des circonstances d'espèce, il a été admis par la DGT que les travaux de découpe puissent être réalisés par une entreprise non certifiée (cette dernière devant néanmoins se conformer aux exigences applicables aux interventions

susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante), l'entreprise certifiée réalisant le reste de la prestation, c'est-à-dire notamment le retrait préalable de la peinture au niveau de la zone de découpe puis le conditionnement des tronçons de conduits.

En revanche, le transport des déchets, après leur conditionnement, ne fait pas partie du périmètre de la certification et peut donc être réalisé par une entreprise non certifiée.

Enfin, je vous rappelle que le cas spécifique des loueurs d'engins avec conducteur a été explicité dans ma note précitée du 24 novembre 2014 (la certification du loueur n'est pas exigée mais le conducteur devra avoir été formé préalablement pour réaliser les travaux de retrait d'amiante).

Ces réponses ayant un intérêt général dans l'objectif d'homogénéisation des pratiques et interprétations, je vous remercie d'en assurer la diffusion auprès des agents de l'inspection du travail ainsi que des usagers de votre région.

Ces informations seront également diffusées aux organisations professionnelles concernées et mises en ligne sur le site www.travail-emploi.gouv.fr.

Le Directeur Général du Travail

Yves STRUILLLOU

COVID 19 -Annexe au PGCSPS

Il vous appartiendra de consulter les dernières mises à jour du Guide de Préconisation Sanitaires de l'OPPBTP qui risquent d'évoluer pendant la durée du chantier suivant l'évolution de la pandémie